



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា
Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia
Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

Kingdom of Cambodia
Nation Religion King
Royaume du Cambodge
Nation Religion Roi

អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង
Trial Chamber
Chambre de première instance



TRANSCRIPTION - PROCÈS
RÉQUISITOIRES ET PLAIDOIRIES FINALES
PUBLIC

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/CPI

17 octobre 2013
Journée d'audience n° 216

Devant les juges :

NIL Nonn, Président
Silvia CARTWRIGHT
YA Sokhan
Jean-Marc LAVERGNE
YOU Ottara
THOU Mony (suppléant)
Claudia FENZ (suppléante)

Les accusés :

NUON Chea
KHIEU Samphan

Pour les accusés :

SON Arun
Victor KOPPE
KONG Sam Onn
Anta GUISSÉ
Arthur VERCKEN

Pour la Chambre de première instance :

SE Kolvuthy
DAV Ansan
Faiza ZOUAKRI

Pour les parties civiles :

PICH Ang
Elisabeth SIMONNEAU-FORT
LOR Chunthy
Martine JACQUIN
Beini YE
HONG Kimsuon
Olivier BAHOUAGNE
Lyma NGUYEN
VEN Pov
CHET Vanly
Christine MARTINEAU
SIN Soworn

Pour le Bureau des co-procureurs :

CHEA Leang
Nicolas KOUMJIAN
William SMITH
SENG Bunkheang
VENG Huot
Vincent DE WILDE D'ESTMAEL
Keith RAYNOR

Pour la Section de l'administration judiciaire :

UCH Arun
SOUR Sotheavy

Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
Mme CHEA LEANG	Khmer
M. le juge Président NIL NONN	Khmer

1

1 PROCÈS VERBAL

2 (Début de l'audience: 09h02)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte.

5 Comme annoncé hier, et tel qu'il a été prévu par la Chambre,
6 aujourd'hui, l'Accusation et les coprocurateurs auront la parole
7 pour présenter leur réquisitoire dans le dossier 002/01.

8 Avant de leur céder la parole, Madame la greffière, veuillez
9 faire état de la présence des parties.

10 LE GREFFIER:

11 Monsieur le Président, l'ensemble des parties sont présentes,
12 Nuon Chea étant dans sa cellule de détention temporaire,
13 conformément à la décision de la Chambre au sujet de son état de
14 santé.

15 [09.04.23]

16 M. LE PRÉSIDENT:

17 Merci.

18 Je cède la parole aux coprocurateurs pour la présentation de leur
19 réquisitoire final dans le dossier 002/01.

20 Vous avez la parole.

21 Le service technique, veuillez vérifier le microphone du
22 procureur.

23 [09.05.20]

24 (Problème technique)

25 (Suspension de l'audience)

2

1 (Reprise de l'audience)

2 [09.52.21]

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir.

5 L'audience peut à présent reprendre.

6 La parole va être donnée à l'Accusation, mais, avant cela, un
7 rappel à l'intention de toutes les parties.

8 Le 14 octobre 2013, la Chambre a adressé aux parties un courriel
9 selon quoi tous les témoins experts et civiles parties (phon.)
10 ayant déposé dans la présente affaire, 002/01, pouvaient être
11 cités nommément dans le cadre des conclusions finales.

12 Quant aux autres personnes qu'il est prévu d'entendre, mais qui
13 n'ont pas encore été entendues, les parties sont priées de se
14 référer à ces personnes uniquement par leur pseudonyme et non pas
15 par leur vrai nom.

16 À présent, la parole est donnée au coprocurateur national. Je vous
17 en prie.

18 [09.54.10]

19 Mme CHEA LEANG:

20 Bonjour, Mesdames, Messieurs les juges, bonjour à toutes les
21 personnes ici présentes.

22 Mon confrère William Smith et moi-même, nous allons présenter
23 notre réquisition finale dans le dossier 002/01.

24 Au cours de notre exposé, nous serons amenés à présenter à
25 l'écran des extraits vidéo, des photos ou des extraits de

3

1 documents.

2 Ce procès concerne la responsabilité pénale de Nuon Chea et de
3 Khieu Samphan pour des crimes qui ont choqué la conscience de
4 l'humanité. Au cours des trois journées qui vont suivre, moi-même
5 et mon confrère, nous allons montrer comment les preuves du
6 dossier montrent que Nuon Chea et Khieu Samphan ont chacun joué
7 un rôle unique et essentiel dans une entreprise criminelle qui a
8 persécuté, torturé et tué leurs compatriotes, soit des millions
9 de civils innocents, parmi lesquels des femmes, des enfants, des
10 personnes âgées et des personnes particulièrement vulnérables.
11 Aujourd'hui encore, un nombre incalculable de familles
12 cambodgiennes supportent un lourd fardeau qui est le fruit de
13 cette période de quatre ans durant laquelle les Khmers rouges ont
14 dirigé le Cambodge.

15 [09.56.02]

16 Ils doivent vivre avec le souvenir de mauvais traitements, de la
17 faim, de la torture, le souvenir d'êtres chers qui ont été tués
18 ou qui ont tout simplement disparu.

19 Aujourd'hui encore, la nation est privée d'occasions en matière
20 d'éducation et de développement. Une génération entière de
21 Cambodgiens parmi les plus instruits et les plus qualifiés a
22 pratiquement été éradiquée, tuée ou contrainte à fuir le pays.
23 Les effets s'en font encore sentir à ce jour.

24 Ce procès est important pour le Cambodge, mais pas uniquement
25 pour le Cambodge. Il est important pour le monde entier. Ce

4

1 procès apporte la preuve que des crimes d'une telle ampleur et
2 d'une telle gravité ne seront pas oubliés et que ceux qui en sont
3 responsables auront à rendre compte de leurs actes.

4 Les Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge se sont
5 associés pour édifier ce tribunal, pour rendre justice à la vie
6 et donner vie à la justice, et pour rendre justice d'une manière
7 pertinente et accessible à tous.

8 Bien entendu, en application de l'ordonnance de disjonction
9 rendue par cette Chambre, vous devrez, Mesdames, Messieurs les
10 juges, déterminer la culpabilité ou l'innocence des accusés au
11 cours de cette première phase du procès, uniquement concernant
12 une partie des crimes de l'acte d'accusation et des crimes commis
13 par ce régime.

14 [09.58.16]

15 Au cours de cette première partie du procès, nous nous penchons
16 sur les crimes liés à l'évacuation forcée des villes et
17 agglomérations cambodgiennes après la victoire des Khmers rouges
18 du 17 avril 1975. Nous nous penchons sur des crimes associés avec
19 les transferts forcés de population qui ont suivi, d'une zone
20 rurale à une autre, et en particulier depuis le Nord.. ou, plutôt,
21 vers le Nord et le Nord-Ouest, en 75 et 76, ainsi que les
22 exécution massives d'anciens soldats de Lon Nol à Tuol Po Chrey,
23 en avril 75.

24 Cependant, même ces portions limitées de l'acte d'accusation
25 comportent des crimes contre l'humanité à grande échelle, qui ont

5

1 touché des millions de victimes, y compris des crimes de
2 transferts forcés, persécutions, disparitions forcées, meurtres
3 et extermination.

4 De surcroît, les preuves présentées au cours de cette phase du
5 procès prouvent que les crimes commis étaient le fruit de
6 politiques criminelles et constituaient l'application d'un plan
7 criminel antérieur à la période du régime du Kampuchéa
8 démocratique et dont l'application s'est poursuivie tout au long
9 de ce régime.

10 [10.00.06]

11 Les accusés Khieu Samphan et Nuon Chea, ainsi que les autres
12 dirigeants suprêmes de ce régime, ont élaboré et déployé ce plan
13 et ces politiques en sachant que des crimes en résulteraient. Ce
14 qui s'est produit, c'est ce qu'ils avaient planifié.

15 Pour comprendre que les accusés ont agi sciemment, pour
16 comprendre qu'ils étaient animés d'une intention, et pour
17 comprendre la genèse de ce plan et de ces politiques criminelles,
18 il faut revenir en arrière et se pencher sur une partie de
19 l'histoire des Khmers rouges ainsi que sur le rôle de ces
20 accusés, Khieu Samphan et Nuon Chea.

21 L'affaire que vous devez juger fait partie des dossiers pénaux
22 les plus complexes jamais examinés du point de vue factuel. Ce
23 procès exigera l'analyse d'un vaste corpus de preuves montrant
24 que l'élaboration du plan criminel s'est étalée sur une période
25 de plusieurs années.

6

1 Toutefois, même dans l'affaire la plus complexe, l'intention
2 criminelle et les actes criminels peuvent être démontrés en
3 s'appuyant sur un petit nombre d'éléments et d'événements
4 cruciaux.

5 [10.01.41]

6 En l'espèce, ces événements clés sont les suivants.

7 Une réunion du centre du Parti en juin 1974, où les dirigeants du
8 Parti, dont les accusés, ont décidé ensemble d'évacuer la ville
9 de Phnom Penh ainsi que tous les autres centres urbains, et ce,
10 par la force.

11 Une réunion des comités militaires de bataille, début avril 1975,
12 où les dirigeants, parmi lesquels les accusés, ont confirmé cette
13 décision et donné ordre à l'armée, aux soldats, d'évacuer Phnom
14 Penh.

15 Une série de décisions des dirigeants du Parti d'exécuter des
16 officiers et d'anciens fonctionnaires du régime de la République
17 khmère qui avaient été capturés. Cela comprend une décision
18 communiquée publiquement par le deuxième congrès national du
19 Parti, le 26 février 1975.

20 Et, enfin, des décisions du centre du Parti datant du mois d'août
21 et septembre 1975 concernant le transfert forcé de plus d'un
22 demi-million de personnes vers les régions du Nord et du
23 Nord-Ouest du pays.

24 Les accusés étaient-ils au courant de ces décisions? Ces accusés
25 ont participé et ont soutenu la prise de ces décisions.

7

1 [10.03.24]

2 Ils avaient l'intention de commettre les crimes qui leur sont
3 imputés. Ils en avaient l'intention, et, à travers leurs actes et
4 leur autorité, ils se sont assurés que ces crimes soient
5 perpétrés. Et nous estimons que ces actes seuls suffisent à
6 prouver leur culpabilité.

7 Mais nous vous avons également présenté un grand volume de preuve
8 provenant de multiples sources, aussi bien des documents que des
9 témoignages, apportant des détails sur la planification et
10 l'exécution de ces crimes. Ces preuves démontrent que les crimes
11 n'ont pas été perpétrés suite à une tournure rapide ou
12 inattendue.

13 Ces crimes n'étaient pas une coïncidence. Au contraire, ils ont
14 été orchestrés et mis en œuvre avec précision grâce à des forces
15 fortement disciplinées, organisées et hiérarchisées sous le
16 commandement de ces accusés.

17 [10.04.53]

18 Dès le départ, je tiens à dire que ce dossier ne concerne pas une
19 idéologie communiste ou des idées politiques concurrentielles. Ni
20 le communisme, ni le socialisme, ni tout autre système politique
21 ou philosophique n'est poursuivi devant cette Chambre.

22 Ce dossier concerne la violence, la réduction en esclavage et la
23 mort à très grande échelle. Il s'agit de crimes infligés à la
24 population du Cambodge commis par des soldats et des cadres sous
25 le commandement de Nuon Chea, de Khieu Samphan et des autres

8

1 dirigeants du Parti communiste du Kampuchéa.

2 Nous avons entendu les preuves démontrant que chaque crime
3 perpétré par ces forces était voulu par ces accusés. Ces crimes
4 faisaient partie intégrante du plan criminel commun qu'eux ont
5 conçu et mis en œuvre.

6 [10.06.13]

7 Le 17 avril 1975, Nuon Chea, Khieu Samphan et leurs coauteurs ont
8 fondé le premier État esclavagiste de l'époque moderne. Ils ont
9 commandité et orchestré l'évacuation de toutes les villes et
10 centres urbains du Cambodge.

11 Ils ont disloqué des foyers et des familles et poussé des
12 millions d'évacués vers des coopératives rurales dans lesquelles
13 ils se trouvaient emprisonnés, privés de leurs droits les plus
14 fondamentaux en tant qu'êtres humains, exposés à des sévices
15 physiques et psychologiques et forcés de vivre dans des
16 conditions effroyables. Ils ont ordonné l'abolition entière d'un
17 mode de vie; fermeture des écoles, des marchés et des tribunaux,
18 élimination de la religion et de la propriété. Ils ont commandité
19 et surveillé l'élimination systématique de groupes qu'ils
20 percevaient comme leurs ennemis.

21 C'est l'essence même du plan commun décrit dans l'acte
22 d'accusation. Un plan qui est imprégné d'intentions criminelles.

23 [10.07.53]

24 Ce plan était criminel en son cœur même, sa finalité, sa
25 conception, ses méthodes et ses moyens. En l'espace de trois

9

1 années, huit mois et vingt jours, ce plan a entraîné la mort d'au
2 moins 1,7 million, et jusqu'à 2,2 millions de personnes, à savoir
3 un quart de la population cambodgienne de l'époque. Les crimes
4 perpétrés en application de ce plan, ont dévasté un pays et son
5 peuple.

6 Comme je l'ai indiqué au début de ce procès, aucun tribunal ne
7 saura juger tous les crimes dont ces accusés sont responsables.
8 Ce procès s'efforce donc d'apporter la justice à certaines
9 victimes en se penchant sur certains crimes importants.

10 [10.09.00]

11 Dans ce premier procès du dossier 002, les accusés sont jugés
12 pour des crimes commis contre des centaines de milliers de
13 personnes pendant deux transferts forcés de population, ainsi que
14 l'exécution massive de fonctionnaires et d'officiers du régime de
15 la République khmère à Tuol Po Chrey. Ils sont poursuivis pour
16 crimes contre l'humanité, dont meurtres, exterminations,
17 persécutions politiques, disparitions forcées et d'autres actes
18 inhumains, par des atteintes à la dignité humaine et des
19 transferts forcés.

20 Ce procès aura également permis à la Chambre de placer ces crimes
21 dans le contexte plus large de l'histoire, des structures
22 autoritaires et des politiques du Parti communiste du Kampuchéa.
23 Il a permis d'examiner le rôle des accusés au sein de ces
24 régimes, régimes qu'ils dirigeaient, ainsi que leurs
25 responsabilités pour les crimes rentrant dans le champ de ce

1 premier procès.

2 [10.10.31]

3 Il est à noter qu'au début de ce procès les accusés disaient voir
4 cette procédure comme une opportunité de rétablir les faits, à
5 leur point de vue. De présenter leur version des faits et de
6 répondre aux allégations qui pesaient contre eux, devant la
7 Chambre et devant la population cambodgienne.

8 Au cours du procès, ils ont témoigné de manière limitée en
9 indiquant qu'ils reprendraient la parole pour témoigner avant la
10 fin des débats.

11 Khieu Samphan disait vouloir entendre l'ensemble des preuves
12 avant de répondre aux questions de l'Accusation. Ensuite, vers la
13 fin de ce procès, alors que les preuves à leur charge
14 s'accumulaient, les deux accusés ont fait demi-tour. Ils ont
15 choisi d'éviter d'être questionnés par les juges, les
16 coprocurateurs ou les avocats des parties civiles. Ils ont fait le
17 choix stratégique de se protéger contre tout examen ou
18 incrimination supplémentaire. Ils ont choisi de ne pas témoigner,
19 faute d'argument solide pour se défendre.

20 [10.12.10]

21 Malgré cela, ils ont choisi de reprendre la parole en faisant des
22 déclarations que ni les juges ni les avocats ne pourront tester.
23 Nous anticipons que, dans leurs déclarations et celles de leurs
24 avocats, Nuon Chea et Khieu Samphan chercheront à fuir leurs
25 responsabilités pénales en se cachant derrière une multitude

11

1 d'excuses.

2 Ils prétendront avoir agi avec les meilleures intentions, que
3 tout le pouvoir était détenu par un seul homme, Pol Pot, qu'ils
4 soutenaient, sans avoir eu connaissance de la terreur généralisée
5 perpétrée sous leurs ordres collectifs. Ils prétendront qu'ils
6 auraient agi autrement s'ils avaient su que de telles atrocités
7 étaient perpétrées par ceux qui étaient sous leur commandant
8 commun.

9 En se cachant derrière ces excuses, ils adopteront le même modèle
10 que celui utilisé par tous les despotes poursuivis pour des
11 crimes commis contre leur population: "Ce n'était de ma faute,
12 c'était la faute des autres".

13 [10.13.52]

14 Nous prévoyons également que, pour répondre aux preuves de leurs
15 contributions personnelles directes à ces crimes... qu'ils
16 invoqueront des injustices de l'histoire, l'histoire coloniale du
17 Cambodge, des guerres antérieures, des actions de gouvernements
18 cambodgiens ayant précédé le Kampuchéa démocratique. Ils
19 invoqueront des complots hypothétiques de la part de pays
20 voisins. Ils vous diront que le 17 avril 1975 ils n'avaient
21 aucune autre option que d'agir tel qu'ils l'ont fait.

22 Comme Nuon Chea l'a fait dans ses mémoires écrits, ils vous
23 demanderont d'admettre qu'évacuer les villes et soumettre la
24 population du pays à un régime d'esclavage et de terreur était
25 licite, raisonnable et nécessaire.

12

1 Comme le prétend Nuon Chea dans ses conclusions écrites, d'après
2 lui, non seulement les actions étaient justes, mais elles étaient
3 "précurseurs" et progressives.

4 [10.15.24]

5 Les preuves admises devant cette Chambre démontrent que ces
6 prétentions sont indéfendables et ne sont rien d'autre que des
7 mensonges. Les preuves que vous avez entendues pendant le cours
8 de ce procès démontrent que les accusés étaient les architectes,
9 les dirigeants, les surveillants et les participants volontaires
10 aux crimes qui leur sont imputés.

11 Ces crimes ont été perpétrés sous l'œil attentif d'une direction
12 collective dans laquelle les accusés jouaient des rôles
13 importants. Les preuves démontrent que les accusés ont agi
14 volontairement avec l'intention de commettre ces crimes.

15 Mon confrère William Smith et moi-même présenterons nos
16 réquisitions finales en trois parties.

17 Premièrement, j'aborderai les preuves concernant les premier et
18 deuxième transferts forcés et le plan ayant conduit à la
19 perpétration de ces crimes.

20 [10.16.50]

21 Mon confrère présentera ensuite nos conclusions concernant la
22 politique criminelle d'exécution de fonctionnaires et militaires
23 de la République khmère et les crimes de Tuol Po Chrey.

24 Il abordera également la responsabilité de chacun des accusés
25 dans leur participation et des contributions importantes qu'ils

13

1 ont apportées au plan criminel commun.

2 Il abordera également la responsabilité des accusés pour le fait
3 d'avoir planifié, ordonné, incité ou s'être rendu complices de
4 ces crimes, ainsi que du fait de ne pas avoir empêché, en tant
5 que supérieurs hiérarchiques, la perpétration de ces crimes, de
6 ne pas avoir puni les auteurs directs.

7 Et, en dernier lieu, je présenterai nos conclusions concernant la
8 peine requise.

9 Les événements du 17 avril 1975 n'étaient pas des événements
10 isolés se produisant dans un vide. Ils étaient la suite de
11 politiques bien établies du PCK, évacuations forcées des zones
12 urbaines capturées, réduction en esclavage des habitants et
13 exécutions des membres du régime de la République khmère et
14 autres ennemis perçus comme tels.

15 [10.18.32]

16 Des preuves de tels actes, à la fin des années 60 et au début des
17 années 70, sont "importants", puisqu'"ils" démontrent que les
18 événements du mois d'avril 1975 faisaient partie d'un système
19 continu de violence, de brutalité et d'oppression mis en place
20 bien avant par les accusés.

21 Il est ainsi prouvé qu'en décidant d'évacuer les villes dès leur
22 victoire les accusés savaient que des crimes massifs seraient
23 perpétrés. Ils le savaient, puisqu'ils l'avaient déjà fait et
24 avaient déjà pu observer les souffrances qui s'ensuivaient. Cela
25 constitue des preuves incontestables de leur intention, leur

14

1 mobile, leur préméditation et leur état d'esprit.

2 Les politiques de transferts forcés et d'exécutions de groupes
3 cibles sont liées, car ces deux phénomènes sont motivés par la
4 vision qu'avaient ces deux accusés, vision comme quoi il était
5 indispensable de traiter tous ceux qui étaient en dehors des
6 rangs révolutionnaires comme des ennemis réels ou potentiels.

7 [10.20.28]

8 Ils savaient que la population avait été maltraitée et traitaient
9 pratiquement l'ensemble de la population comme étant suspecte.. et
10 des ennemis potentiels, et surtout des habitants des zones
11 urbaines, des personnes instruites, ceux ayant des liens avec
12 l'étranger, des membres de minorités ethniques, des pratiquants
13 d'une quelconque religion, et surtout tous ceux qui étaient
14 associés à l'ancien régime.

15 Plutôt que de rechercher le soutien politique de la population,
16 dans leur paranoïa, les dirigeants du Kampuchéa démocratique ont
17 essayé d'obtenir le soutien par la force, en terrorisant tous
18 ceux qui vivaient sous leur commandement.

19 Pour eux, tous ceux qui étaient contre eux devaient souffrir et
20 mourir. La violence était au cœur même de toutes leurs actions.
21 Elle définissait la manière dont ils ont pris le pouvoir, dont
22 ils ont exercé ce pouvoir et cherché à mettre en œuvre ce pouvoir
23 à l'encontre de tous ceux qui ne faisaient pas partie de leurs
24 rangs.

25 [10.21.42]

1 L'origine de cette violence est la lutte des classes contre les
2 ennemis du Parti, une lutte qui a démarré dès la création du
3 parti en 1960. Une publication du parti, l'"Étendard
4 révolutionnaire" le confirme.
5 Au premier congrès du Parti, au mois de septembre 1960, les
6 dirigeants du Parti, parmi lesquels Pol Pot, Nuon Chea et Ieng
7 Sary, ont décidé qu'il y avait une contradiction de vie et de
8 mort entre les paysans cambodgiens et les propriétaires terriens.
9 Ceci marquait le début de ce qu'ils ont appelé la révolution
10 démocratique nationale.
11 Ce concept de contradiction de vie et de mort était puissant et
12 pérenne. Il ne s'agissait pas simplement d'une abstraction
13 philosophique, c'était un principe pratique et pointu qui a été
14 mis en pratique. À S-21, Kaing Guek Eav, sous le pseudonyme de
15 Duch, "était" responsable de la mort de plus de 12000 personnes
16 perçues par le Parti comme étant des ennemis.
17 C'est donc quelqu'un de très bien placé pour expliquer ce que
18 voulait dire l'existence d'une contraction de vie ou de mort.
19 Dans son témoignage, il l'a expliqué très simplement:
20 "Dans la philosophie du matérialisme dialectique, il existait des
21 contradictions. Contradictions entre nous et l'ennemi, c'est la
22 contradiction de vie ou de mort. Ce qui signifie que pour que
23 l'un prospère l'autre doit mourir."
24 [10.23.54]
25 Malgré cela, les accusés prétendront qu'il ne s'agissait pas

1 d'une lutte contre le peuple, mais contre un système
2 d'oppression. Ne soyez pas dupe de ce mensonge; des milliers de
3 personnes sont mortes suite à la décision de faire appel à la
4 violence révolutionnaire, et ce, bien avant avril 1975.

5 Afin de faire appliquer cette violence armée à l'encontre de
6 leurs ennemis, les dirigeants du Parti ont créé les unités de
7 défense secrète dès 1961. Et ces unités, qui étaient des milices
8 armées, sont devenues l'armée des Khmers rouges.

9 Dans son livre publié en 2004, Khieu Samphan a reconnu que, parmi
10 les fonctions de ces unités dans les années 60, il y avait le
11 fait d'exécuter les gens qui espionnaient les réunions du Parti.

12 Citation:

13 "Dans les campagnes, en plus de l'émergence des associations des
14 paysans, les premières unités d'autodéfense commençaient à
15 prendre forme. Les agents secrets de l'autorité locale pris en
16 train d'espionner les Partis... les réunions importantes du Parti,
17 étaient ligotés et parfois physiquement éliminés.

18 [10.25.41]

19 L'élimination des ennemis du PCK ne se limitait pas uniquement à
20 des cas d'autodéfense ou des personnes tuées pendant des
21 batailles. Les cadres et les miliciens du Parti ont exécuté les
22 soldats capturés dès le début de la rébellion du PCK contre le
23 régime de Sihanouk en 1968.

24 Philip Short a d'ailleurs décrit les premiers exemples de la mise
25 en œuvre de cette politique.

1 Il a dit, et je cite:

2 "Durant cette période, lorsque des prisonniers étaient capturés,
3 si le soldat capturé était du coin et était connu, il avait des
4 chances d'être libéré sain et sauf. S'il n'était pas connu, il
5 serait exécuté. Donc, dès le début, il y avait une politique de
6 ne pas faire de prisonniers."

7 L'on a ensuite demandé à M. Short si dans le cadre de ses
8 recherches il pensait que ces exécutions se faisaient dans... en
9 application d'une instruction écrite.

10 Et sa réponse, je cite:

11 "Il n'y avait pas d'instructions écrites, c'était simplement ce
12 que l'on faisait, ce qu'on savait qu'on devait faire. Ce qu'on
13 savait que le Parti voulait qu'on fasse. C'est ainsi que c'était
14 compris."

15 Fin de citation.

16 [10.27.29]

17 En 1971, la terreur employée par le PCK à l'encontre des ennemis
18 et espions perçus est devenue plus systématique, et le dossier
19 comporte des preuves de la mise en place de plusieurs centres de
20 sécurité pendant cette période. Plus précisément, vous avez
21 entendu des preuves concernant la création du centre de sécurité
22 M-13 en juillet 1971, dans la commune d'Amleang, dans la Zone
23 spéciale du PCK.

24 Kaing Guek Eav, alias Duch, dirigeait M-13 à partir de juillet
25 1971, et ce, jusqu'au mois d'avril 1975. Dans son témoignage, il

18

1 a décrit comment les Khmers rouges envoyaient des gens qu'ils
2 soupçonnaient d'espionnage dans ce centre de sécurité afin d'y
3 être interrogés et exécutés.

4 Je cite:

5 "Les gens que les soldats envoyaient à M-13 pour être interrogés
6 et éliminés, c'était dans le cadre des politiques du Parti. Peu
7 importe qu'ils soient pauvres ou riches, ils étaient envoyés à
8 M-13, où ils étaient accusés d'espionnage et où ils devaient
9 ensuite être éliminés."

10 Fin de citation.

11 [10.29.09]

12 Ainsi nous voyons que Duch confirme que les prisonniers de M-13
13 ont été torturés et exécutés conformément à la politique du
14 Parti. Ces premiers crimes n'ont pas été perpétrés sous les
15 ordres de commandants locaux, isolés du centre du Parti, comme le
16 prétend la Défense.

17 Duch travaillait sous la supervision immédiate de Vorn Vet, qui
18 était le secrétaire de la Zone spéciale et membre, aux côtés de
19 Nuon Chea et de Khieu Samphan, du Comité central du PCK.

20 Voici ce que nous dit Duch, je cite:

21 "Vorn Vet lui-même m'a expliqué comment torturer ces personnes.
22 La méthode qu'il préférait, c'était de les étouffer avec un sac
23 en plastique. Il m'a dit: 'Camarade, vous devez regarder le cou,
24 voir si le cou tremble, ou plutôt si le pouls du cou tremble. Si
25 celui-ci tremble fortement, alors, ce sont des espions.'"

1 Fin de citation.

2 C'est un exemple de la logique absurde et tordue des dirigeants
3 des Khmers rouges.

4 [10.30.33]

5 Cette perception qu'ils avaient des ennemis était fondée dans une
6 paranoïa profonde et persistante, qui n'avait aucun fondement
7 dans la réalité. Ils vivaient dans un monde de haine viscérale,
8 illogique et irrationnelle.

9 Un peu plus tard, Duch décrit les méthodes de torture en détail,
10 je cite:

11 "À M-13, nous étions autorisés à battre les prisonniers, ensuite
12 à utiliser le cordon électrique du téléphone pour les torturer,
13 nous utilisions des simulacres de noyade et des sacs en plastique
14 pour les étouffer."

15 Fin de citation.

16 Duch a témoigné que les catégories d'ennemis envoyés à M-13 pour
17 interrogation et exécution, comprenaient les soldats de Lon Nol
18 capturés, des cadres ayant étudiés au Vietnam et d'autres membres
19 des rangs du PCK.

20 Ces dépositions prouvent que des exécutions extra-judiciaires ont
21 été perpétrées de manière systématique et organisées par des
22 cadres du PCK qui relevaient de l'autorité directe du centre du
23 Parti. Ces dépositions sont hautement fiables.

24 [10.31.53]

25 En effet, outre que Duch s'est révélé être une personne dotée de

1 facultés mémorielles extraordinaires, notamment concernant les
2 détails, à l'époque, il avait déjà déposé, et donc il n'avait
3 aucune raison de mentir ou d'embellir la vérité. À l'époque, il
4 avait déjà été déclaré coupable et condamné par la Cour suprême à
5 la réclusion à perpétuité. Il avait déjà reconnu son propre rôle
6 dans la torture et le meurtre d'innocents à M-13 et S-21.
7 Duch a aussi confirmé que les méthodes interrogatoires et de
8 tortures élaborées à M-13, en application des instructions des
9 chefs du Parti, ont été plus tard utilisées à S-21 et dans
10 d'autres bureaux de sécurité du Kampuchéa démocratique.
11 Nuon Chea a lui-même reconnu l'existence de centres de sécurité
12 du PCK avant 75. Au cours de ses entretiens avec Thet Sambath, il
13 a décrit un bureau de sécurité baptisé S-39, lequel, d'après lui,
14 a été créé par Pol Pot en 71 - je cite - "pour extirper les
15 traîtres et repérer les espions qui s'étaient infiltrés dans le
16 mouvement."

17 [10.33.26]

18 Selon Nuon Chea, "S-39 était - et je cite à nouveau - chargé
19 d'enquêter sur ceux soupçonnés d'être des ennemis et chargé de
20 les débusquer."

21 Fin de citation.

22 Les soldats de Lon Nol qui étaient faits prisonniers étaient
23 exécutés par Duch. En 72, le témoin TCW-349 était un villageois
24 d'une zone libérée de la province de Prey Veng. Lui et sa famille
25 étaient des paysans. Dans son procès-verbal d'audition, il a

21

1 décrit l'exécution des fonctionnaires de la République khmère,
2 telle qu'elle s'était déroulée cette année-là.

3 Et voici ce qu'il a dit, je cite:

4 "En même temps, les chefs de commune et les fonctionnaires de Lon
5 Nol se faisait exécuter. Par exemple, Peou Pin, le chef de la
6 commune de Svay Antor, a été exécuté ainsi que ses enfants."

7 Fin de citation.

8 [10.34.30]

9 Dans sa déposition, Philip Short a expliqué que la politique du
10 PCK consistant à exécuter ceux qui étaient perçus comme des
11 ennemis du Parti s'était intensifiée. Il a confirmé ses
12 conclusions selon lesquelles, à compter de 73, les forces khmères
13 rouges éviscéraient systématiquement les prisonniers et
14 exécutaient ceux qui étaient soupçonnés de collaboration et
15 d'être des déserteurs.

16 Une telle affirmation cadre entièrement avec une instruction
17 écrite, publiée par le centre du Parti en juillet 73 dans
18 l'"Étendard révolutionnaire", je cite:

19 "Si les espions sont arrêtés, puis exécutés au cours d'une
20 réunion devant les gens, certains pourraient avoir peur de nous,
21 pensant que nous sommes extrêmement cruels. Il est correct
22 d'anéantir les espions, mais cette façon de procéder n'est pas
23 appropriée."

24 [10.35.55]

25 Commentant une telle instruction, voici ce qu'a dit Philip Short

1 dans sa déposition:

2 "À plusieurs reprises, ils ont été confrontés à la question de
3 savoir comment réaliser les exécutions et de savoir qui était
4 habilité à donner le feu vert. Le principe général était le
5 suivant: il était correct d'exécuter les contre-révolutionnaires,
6 ceux qui étaient opposés à la révolution, mais il fallait
7 procéder de manière à éviter de porter atteinte aux objectifs de
8 la révolution.

9 Voici un exemple: ne pas exécuter des gens en face de tiers. Et,
10 tout au long de la période des Khmers rouges, ce principe s'est
11 appliqué de façon assez générale."

12 Fin de citation.

13 Il y a un autre cas d'élimination systématique et organisée de
14 gens perçus comme des ennemis au cours de cette période. Il
15 s'agit de l'exécution de centaines de cadres communistes khmers
16 qui étaient rentrés au pays depuis le Vietnam, pays dans lequel
17 durant plusieurs années ils avaient été formés et avaient étudié
18 la doctrine communiste. Ces gens étaient restés des
19 révolutionnaires zélés.

20 [10.37.24]

21 Au début des années 70, lorsque le mouvement communiste s'est
22 renforcé au Cambodge, ces gens sont rentrés au pays pour prêter
23 main-forte à la révolution. Au départ, on leur a confié des
24 postes de responsabilité dans l'appareil du PCK. Toutefois, à
25 compter de 1972, la direction du PCK a ordonné que ces gens

1 fassent l'objet d'une purge. Presque tous ceux qui étaient
2 rentrés de Hanoi ont été arrêtés et tués. Seuls quelques-uns ont
3 survécu.

4 La principale raison de la décision de les supprimer, c'était que
5 ces gens étaient associés au Vietnam. En conséquence de quoi, les
6 chefs du PCK ne leurs faisaient pas confiance.

7 Dans une publication datant de 1996, Ieng Sary a reconnu
8 l'exécution d'environ 2000 Khmers rentrés de Hanoi, utilisant le
9 seul terme qui convient, à savoir, un massacre.

10 [10.38.32]

11 Plusieurs témoins sont venus déposés au sujet du sort réservé à
12 ce groupe.

13 Le témoin Nou Mao était un cadre de commune du district d'Oudong
14 en 1973. D'après ses estimations, entre 2000 et 3000 cadres
15 khmers étaient rentrés du Vietnam.

16 Voici ce qu'il a déclaré, et je cite:

17 "Plus tard, l'échelon supérieur a demandé que dans les bases et à
18 tous les niveaux les gens soient rassemblés pour assister à des
19 sessions d'étude. Mais, après ces sessions d'études, les gens ne
20 revenaient pas. Je suppose qu'on les a fait disparaître ou qu'ils
21 ont trouvé la mort après ces sessions. Je le répète, je demeure
22 convaincu que tous sont morts."

23 Fin de citation.

24 Le témoin Chhouk Rin, quant à lui, était chef de peloton dans une
25 zone du Sud-Ouest contrôlée par le PCK en 1973. Lui aussi a fait

24

1 allusion à la purge des cadres cambodgiens rentrés de Hanoi.

2 Voici ce qu'il a dit au cours de sa déposition:

3 "En 1973, ces gens ont été arrêtés. Rien que dans la province de

4 Kampot, je dirais que ces gens qui étaient allés au Vietnam à

5 l'époque des Issarak, après leur retour, ont été arrêtés et

6 étaient considérés comme des Khmers Hanoi. Ces arrestations se

7 sont bel et bien produites."

8 Fin de citation.

9 [10.40.25]

10 Steven Heder s'est entretenu avec une personne qui a contribué à

11 la purge du secteur 13 dans la zone Sud-Ouest. L'interview en

12 question s'est déroulée en 1980, peu après la chute du régime du

13 Kampuchéa démocratique.

14 Voici ce qu'a dit la personne interrogée par Heder, je cite:

15 "Début 1972, les Khmers de Hanoi étaient complètement éliminés.

16 Ce processus a débuté en essayant de séparer les Khmers des

17 unités vietnamiennes. C'était le plan dès le début, mais il n'a

18 pas été mis en œuvre avant début 1972. Notre organisation a

19 traité ce problème comme suit. Nous avons appelé les Khmers de

20 Hanoi à venir étudier, et quelqu'un les emmenait. En réalité nous

21 les expulsions. Quand nous avons commencé à les retirer, les

22 autres ne se sont pas rendu compte de ce qui se passait. Et ainsi

23 nous avons pu nous débarrasser de presque tous. Très peu se sont

24 rendu compte de ce qui se passait en temps utile et ont pu fuir

25 au Vietnam."

1 Fin de citation.

2 [10.41.55]

3 Philip Short a mené des recherches sur le sort de ces Cambodgiens
4 rentrés de Hanoi. Il en a conclu qu'ils avaient été exécutés
5 conformément aux ordres de Pol Pot.

6 Dans ce prétoire, voici ce qu'il a dit, je cite:

7 "Beaucoup d'entre eux avaient épousé des Vietnamiennes. On les
8 soupçonnait d'avoir beaucoup de sympathie pour les Vietnamiens.
9 Ainsi, en 73, les relations entre le PCK et les Vietnamiens sont
10 devenues plus tendues. Le PCK avait moins besoin des Vietnamiens,
11 parce qu'il devenait plus fort. Ses forces se développaient. Le
12 soupçon envers ces Khmers rentrés de Hanoi s'est accru, et on les
13 a parqués dans un camp. Beaucoup d'entre eux ont été tués."

14 Fin de citation.

15 Selon nous, il y a des preuves extrêmement lourdes attestant que
16 les cadres khmers rentrés de Hanoi ont fait l'objet d'une purge.
17 Ce livre vient une fois de plus démontrer que bien des années
18 avant 75 Nuon Chea et Khieu Samphan ont adopté une politique
19 consistant à exécuter de façon extra-judiciaire ceux qui étaient
20 perçus comme étant leurs ennemis. Cet épisode tragique démontre
21 également leur intention criminelle.

22 [10.43.27]

23 Ces cadres khmers de Hanoi étaient des communistes zélés. Ils
24 voulaient apporter leur concours à la révolution. Ils n'étaient
25 pas accusés ou soupçonnés de collaboration avec les

1 impérialistes, les capitalistes ou les classes des oppresseurs,
2 comme on les appelait. Leur seul tort était d'être perçu comme
3 étant liés à un autre pays. Aux yeux des dirigeants du PCK cela
4 suffisait à les condamner à mort.

5 Khieu Samphan a reconnu qu'il savait que les cadres de Hanoi
6 avaient été retirés. Il l'a fait dans un livre publié en 2004.
7 Mais il a dit ne pas savoir le sort qui leur était réservé. C'est
8 un mensonge flagrant.

9 [10.44.33]

10 Connaissant l'histoire et la culture du PCK, l'exécution
11 systématique de ceux qui étaient perçus comme des ennemis,
12 pensait-il peut-être que ces gens avaient été envoyés en
13 vacances?

14 Khieu Samphan a été membre du centre du Parti de 70 à 75. Il
15 était inséparable de Pol Pot et de Nuon Chea. Il participait aux
16 débats et aux décisions relatives à la politique du Parti, et ce,
17 au plus haut niveau. De ses propres aveux, il a assisté au
18 congrès de 1971, au cours duquel le Parti a déterminé que le
19 Vietnam était un ami antagonique.

20 Ceci est une citation:

21 "Khieu Samphan a publié de nombreuses déclarations dans
22 lesquelles il approuvait que les ennemis du Parti soient
23 anéantis."

24 Mais, même à prêter foi à une telle déclaration, celle-ci n'en
25 contient pas moins un aveu important, à savoir qu'il savait que

1 ces cadres khmers étaient mis sur le côté et que lui-même n'a pas
2 exprimé de désaccord.

3 [10.45.51]

4 Il y a également eu des purges au sein du Parti. Ces purges
5 étaient justifiées aux yeux des dirigeants, parce que les rangs
6 du Parti avaient été infiltrés par des éléments ennemis qui se
7 livraient à des activités de pacification. Autrement dit, les
8 membres du Parti qui manquaient de zèle révolutionnaire
9 constituaient une cible. Ceci est confirmé dans le numéro de
10 l'"Étendard révolutionnaire" datant de février et mars 76.

11 J'aimerais attirer votre attention sur un numéro de 74 de "La
12 jeunesse révolutionnaire". C'est un document qui est adressé par
13 les chefs du Parti aux membres de la Ligue de la jeunesse
14 révolutionnaire, autrement dit aux jeunes qui avaient rejoint les
15 rangs des Khmers rouges.

16 Dans ce document, il est reconnu sans aucune ambiguïté que le
17 Parti exécutait ceux qui pénétraient en zone libérée et étaient
18 soupçonnés d'espionnage.

19 Je cite:

20 "Ils sont arrêtés par nos forces armées et par les gens des
21 peuples des zones libérées et ensuite ils sont anéantis de façon
22 déshonorante."

23 Fin de citation.

24 [10.47.06]

25 Dans un autre extrait, ce document confirme que même ceux qui

1 étaient soupçonnés d'avoir pénétré les zones libérées pour
2 emmener des gens avec eux étaient exécutés par les milices
3 locales.

4 Tout ceci prouve que les gens soupçonnés d'espionnage ou
5 d'activités nuisibles au PCK étaient d'abord capturés et puis
6 anéantis. Ils n'étaient pas tués au plus fort de la bataille. Ils
7 n'étaient pas jugés, poursuivis et condamnés. Ils étaient
8 sommairement exécutés. Pour utiliser les termes de la circulaire
9 du Parti, ils étaient anéantis de façon déshonorante.

10 Ce document montre aussi que les exécutions intervenues dans les
11 zones libérées relevaient d'une politique officielle du Parti,
12 avec l'aval des plus hauts dirigeants. Ceci cadre totalement avec
13 les preuves qui existent concernant les exécutions qui ont eu
14 lieu à M-13.

15 [10.48.26]

16 Les évacuations forcées des villes intervenues en avril 75
17 étaient elles-mêmes réalisées parce que Nuon Chea et Khieu
18 Samphan considéraient que c'était là la seule manière de
19 renverser les classes urbaines et de démanteler les réseaux
20 ennemis dans les villes.

21 Repérer et anéantir les ennemis allaient de pair avec le recours
22 à la violence contre les populations civiles, qui étaient forcées
23 à intégrer les coopératives khmères rouges.

24 Les coopératives ont été mises en place en 71. En 72, le PCK a
25 introduit la collectivisation forcée. À compter de mai 73, le

1 Parti poussait les gens dans des coopératives de haut niveau, où
2 leurs droits étaient limités de façon encore plus stricte.

3 Dans une récente interview, Khieu Samphan a reconnu que les
4 coopératives avaient été imposées par la force aux Cambodgiens.

5 Je cite:

6 "Pendant un certain temps, il fallait de la coercition. De la
7 coercition pour intégrer les coopératives, car personne n'aurait
8 intégré des coopératives de manière volontaire. Dans un premier
9 temps, il fallait de la coercition."

10 Fin de citation.

11 [10.49.50]

12 La Défense soutiendra que la mise en place des coopératives
13 faisait partie d'un programme légitime visant à remédier aux
14 inégalités sociales et à l'exploitation des paysans entre les
15 mains des classes d'opresseurs. Mais la façon dont les
16 coopératives fonctionnaient dans la réalité vient démentir une
17 telle affirmation.

18 La résolution du Comité central datant de mai 72 prouve que la
19 collectivisation a été réalisée par la force. À partir de ce
20 moment, quiconque s'opposait au programme du PCK en zone libérée
21 signait son propre arrêt de mort. Le premier objectif réel des
22 coopératives était de maintenir l'emprise des chefs du Parti en
23 réduisant en esclavage la population civile.

24 Contrairement à ce que prétend la Défense, il existait avant 75
25 une politique du PCK consistant à exécuter tant les

30

1 fonctionnaires que les soldats de la République khmère.

2 [10.51.12]

3 Dans le document E3/5636, qui est un PV d'audition établi par les
4 cojuges d'instruction, un témoin a affirmé qu'en 74 il était chef
5 du bureau de district de Kaev Seima.

6 Il était donc bien placé pour décrire le fonctionnement des
7 coopératives en 74 ainsi que l'exécution des officiers et
8 fonctionnaires de Lon Nol, ainsi que de ceux qui était opposés à
9 la mise en place forcée de coopératives.

10 Voici ce qu'il a déclaré:

11 "En 1974, les gens ont été poussés dans les coopératives, et les
12 exécutions ont commencé. Peu de gens ordinaires étaient tués.
13 Seuls les anciens gradés du rang de major ou capitaine étaient
14 tués."

15 Fin de citation.

16 Philip Short a déposé concernant la violence contre les gens
17 ordinaires, qui était le corollaire de la collectivisation
18 forcée.

19 [10.52.31]

20 Voici ce qu'a dit M. Short:

21 "Il y a eu une intensification, nous en avons parlé. La raison
22 principale en était que les forces khmères s'étaient développées
23 et étaient arrivés à un point où il n'était plus si nécessaire de
24 se rallier la paysannerie et de mobiliser un soutien par des
25 moyens doux."

1 Fin de citation.

2 Dans sa déposition, Steve Heder a confirmé un extrait de son
3 livre consacré au communisme cambodgien, lequel porte sur le
4 recours généralisé à la violence et aux exécutions, avant 75, par
5 le PCK.

6 Je vais lire cet extrait:

7 "En 71-72, une grande partie de la population était cynique,
8 méfiante et craintive à l'égard d'une révolution qui assurait sa
9 position par voie de menace et d'exécution. Lorsque le PCK a
10 chassé les forces armées vietnamiennes, en 72-73, il a remplacé
11 sa domination militaire par des contraintes de plus en plus
12 extrêmes pour amener les paysans à répondre à ces exigences. Le
13 PCK est devenu encore plus violent et répressif après la mi-73,
14 lorsqu'il a radicalisé ses politiques."

15 Fin de citation.

16 [10.54.01]

17 Nous vous avons présenté des preuves d'époque attestant de la
18 brutalité dont faisait preuve l'administration khmère rouge dans
19 les zones prétendument libérées. Un câble américain confirme
20 qu'en 74 le vénérable Phra Kou Ath, chef du Wat Tha Peuay, s'est
21 réfugié au Laos, endroit où il a été interviewé.

22 Je cite ce rapport:

23 "D'après ce moine, il a pu prendre la fuite pendant la nuit.
24 Mais, pendant la journée, une surveillance constante était
25 exercée."

1 La citation se poursuit:

2 "Quant au problème militaire, il découle uniquement de l'ordre
3 donné par M. Khieu Samphan interdisant la population de la zone
4 voisine du Laos de respecter le prince Sihanouk. Quiconque ne se
5 conformait pas à cet ordre était exécuté de manière misérable."

6 Fin de citation.

7 [10.55.31]

8 Les coopératives étaient également utilisées pour attaquer et
9 anéantir l'ennemi, tant dans les campagnes que dans les villes.
10 Il existe un document du PCK datant de 76... de mai 76 et intitulé
11 "Troisième anniversaire de l'organisation des coopératives
12 paysannes".

13 Je cite ce document:

14 "Grâce aux coopératives paysannes, le Parti n'a pas uniquement
15 attaqué et anéanti la classe des propriétaires fonciers et des
16 féodaux, il s'en est également pris aux capitalistes des villes
17 et aux paysans riches des campagnes. Les propriétaires fonciers
18 et féodaux, les paysans riches et leurs semblables ont été
19 attaqués et écrasés."

20 Fin de citation.

21 Et j'en viens à présent aux preuves démontrant qu'il y avait une
22 intention criminelle à l'origine du recours aux transferts
23 forcés.

24 [10.56.40]

25 Ici aussi, il est essentiel de se pencher sur les preuves des

1 actes criminels et sur les intentions sous-jacentes avant 1975.

2 Ces événements, en effet, viennent déjà annoncer l'évacuation
3 forcée de Phnom Penh, qui interviendrait plus tard. Cela fait
4 apparaître un schéma récurrent de conduite criminelle.

5 Comme l'a déclaré le professeur Chandler, "ce schéma récurrent
6 d'évacuations forcées des villes avant 75 - et ici je cite - a
7 atteint son apogée avec l'évacuation de Phnom Penh."

8 Fin de citation.

9 Les preuves présentées devant ce tribunal démontrent que la
10 pratique du PCK consistant à évacuer par la force les civils des
11 villes pour les acheminer dans les zones contrôlées par les
12 forces révolutionnaires a été adoptée dès le début des années 70.
13 Au cours de cette période, à chaque fois que les forces du PCK
14 s'emparaient d'un centre urbain contrôlé par l'ennemi, à savoir
15 le régime de la République khmère, elles évacuaient la population
16 par la force.

17 [10.58.08]

18 Les évacuations forcées des centres urbains préalables à 75
19 poursuivaient les objectifs suivants: premièrement, priver la
20 République khmère de toute base d'appui; et, deuxièmement,
21 transférer par la force les populations civiles vers des
22 coopératives rurales contrôlées par le PCK en zone libérée. Là,
23 la population était réduite en esclavage et utilisée en tant que
24 base de production au service de la révolution.

25 Les évacuations s'accompagnaient également d'exécutions. Ces

1 évacuations étaient des actes criminels visant des milliers de
2 personnes. Elles étaient organisées de façon coordonnée selon les
3 ordres de l'échelon suprême du Parti.

4 Dans un discours publié dans le numéro de décembre 76 et janvier
5 77 de l'"Étendard révolutionnaire", Nuon Chea a décrit plusieurs
6 transferts forcés de population civiles antérieurs à 1975. Il a
7 expliqué la ligne du Parti consistant à saisir la population et a
8 asséché le peuple du camp de l'ennemi.

9 [10.59.42]

10 Voici ce qu'il a écrit:

11 "Combattre les ennemis sur le plan politique.

12 Nous voudrions prendre un seul et unique exemple. En matière de
13 conquête populaire dans l'histoire de la planète, personne n'a
14 jamais conquis une quelconque population. Cependant, notre ligne
15 politique consistait à conquérir la population, peu importait le
16 nombre de personnes. Même une personne, on l'aurait prise, même
17 deux, on les auraient prises. Cent personnes, mille personnes, on
18 les auraient prises. Il était impératif de conquérir tout le
19 monde, jusqu'à ce que nous arrivions à conquérir tous les
20 habitants de Phnom Penh. La ligne du Parti qui consistait à
21 assécher les habitants du camp des ennemis était parfaitement
22 judicieuse. Dans le monde entier, cela n'avait jamais existé. Par
23 exemple, nous avons lancé l'attaque à Banam en 73. Nous avons
24 absolument saisi tout le monde à Banam. Nous avons expulsé tout
25 le monde, y compris les Vietnamiens de souche, les Chinois de

1 souche, les soldats et les policiers."

2 [11.00.49]

3 Steven Heder vivait à Phnom Penh de 73 à début avril 75. Dans son

4 témoignage, il a confirmé que l'expression "assécher" la

5 population du camp de l'ennemi était souvent utilisée dans les

6 émissions radio des Khmers rouges avant la chute de Phnom Penh.

7 Il existe un parallèle important entre les événements d'avant

8 1975 et les évacuations des villes en avril 1975. Cela s'est fait

9 par la force, sans tenir compte de la souffrance des victimes.

10 Le centre du Parti l'a reconnu dans un numéro de l'"Étendard

11 révolutionnaire" datant de juillet 1973, qui précise, et je cite:

12 "Exemple, par rapport à l'évacuation des habitants hors des

13 régions ennemies pour les envoyer vers les régions libérées, si

14 on n'avait pas de conception des masses qui soit inébranlable, on

15 n'aurait pas osé évacuer les habitants. En effet, on aurait eu

16 peur qu'ils ne puissent pas endurer les difficultés et les

17 privations de toutes sortes, d'une part, et, d'autre part, on

18 aurait peur que les habitants des régions libérées ne puissent

19 pas aider les habitants.

20 [11.02.08]

21 Cependant, comme on croyait en les masses, on pensait que le

22 peuple pouvait tout faire. Dans ces conditions, même si on était

23 dans une situation où on manquait de riz, comme aujourd'hui

24 d'ailleurs, on a osé tout de même évacuer encore des habitants."

25 Fin de citation.

1 Mesdames et Messieurs les juges, en d'autres termes, le Parti
2 reconnaît là le coût humain inévitable et la souffrance que
3 causeraient ces évacuations forcées. Il n'a pourtant rien fait
4 pour réduire ces souffrances.

5 La souffrance humaine n'a jamais été une considération. Les
6 dirigeants du Parti n'ont jamais non plus revu ou envisagé de
7 modifier leurs pratiques à la lumière des souffrances causées.
8 Les préjudices graves subis par la population civile pendant les
9 évacuations d'avant 1975 sont illustrés par le témoignage du
10 témoin Nou Mao. M. Mao était membre d'un comité de sous-district
11 dans le district d'Oudong en 1974.

12 Voici ce qu'il nous a dit, je cite:

13 [11.03.40]

14 "À cette époque, je vivais dans la commune de Cheung Roas, dans
15 le district d'Oudong. Le dirigeant à l'échelon supérieur nous a
16 dit que nous devions recevoir les gens d'Oudong. Ils avaient
17 capturé quelques soldats, et certaines personnes ont été évacuées
18 en traversant Amleang. Il n'y avait rien. Les terres n'étaient
19 pas fertiles. Nous n'avions rien à manger sauf des pommes de
20 terre et des plantes sauvages. Il y avait de nombreuses victimes,
21 certains sont morts de faim, d'autres de maladies contractées
22 faute d'accès aux médicaments."

23 En décrivant les évacuations d'avant 1975, et ce, de façon
24 générale, Nou Mao a témoigné en disant, je cite:

25 "À cette époque, dès que les soldats arrivaient, ils évacuaient

1 les gens, et lorsqu'ils les évacuaient, en fait, ils n'avaient
2 rien préparé. Il n'y avait rien à manger. Certaines personnes
3 sont mortes de faim, d'autres ont mystérieusement disparu et
4 certaines ont à peine survécu."

5 Le traitement que le PCK réservait aux populations urbaines était
6 violent et discriminatoire. Nuon Chea, Khieu Samphan et les
7 autres dirigeants du PCK ont décidé que les villes constituaient
8 une base naturelle qui habiterait les ennemis de la révolution.

9 [11.05.45]

10 Lors d'un entretien accordé en 1978 à une délégation danoise,
11 Nuon Chea a dit, je cite:

12 "Les conditions dans les villes et dans les campagnes étaient
13 plutôt différentes. Dans les zones rurales, les conditions de vie
14 étaient mauvaises, mais il n'y avait peu d'ennemis. Dans les
15 villes, on y vivait mieux, mais il y avait de nombreux ennemis."

16 Fin de citation.

17 Aux yeux du PCK, les populations urbaines sont devenues l'ennemi
18 politique naturel. Le professeur Chandler, dans son témoignage, a
19 dit, je cite:

20 "Par définition, les habitants urbains étaient des ennemis. Aux
21 yeux des dirigeants du PCK, le féodalisme et l'impérialisme se
22 trouvaient en ville. C'est là où les mauvaises choses se
23 produisaient."

24 Le témoin Chhouk Rin, commandant khmer rouge de la zone Sud-Ouest
25 auquel j'ai fait référence tout à l'heure, a confirmé qu'en tant

38

1 que militaire lui savait bien avant 1975 que les résidents
2 urbains étaient des ennemis.

3 [11.07.06]

4 Le PCK s'est chargé d'endoctriner ses cadres et ses soldats avec
5 l'idée que la turpitude morale et la corruption régnaient dans
6 les villes qui étaient habitées par l'ennemi.

7 En décrivant cette délimitation idéologique, Philip Short écrit,
8 je cite:

9 "Les soldats étaient incités à fermer leur cœur contre les
10 ennemis potentiels, une catégorie qui comprenait tous les évacués
11 des zones urbaines."

12 Il en a parlé ici devant cette Chambre, je le cite:

13 "Cela s'accorde avec tout. Nous venons de parler du fait que les
14 fins justifiaient les moyens, qu'il y avait une délimitation
15 claire entre l'ennemi et nous-mêmes. Ceux qui avaient choisi de
16 voter avec leurs pieds et de rester en ville plutôt que de
17 rallier la révolution n'étaient pas dignes de confiance."

18 Fin de citation.

19 Ce traitement discriminatoire réservé aux populations urbaines
20 est un thème sur lequel je reviendrai dans mes conclusions. Il
21 est indispensable si on veut comprendre l'intention criminelle
22 derrière les évacuations forcées des zones urbaines effectuée par
23 le PCK, et surtout les évacuations d'avril 75.

24 [11.08.44]

25 En septembre 1973, les Khmers rouges ont capturé une partie de la

1 ville de Kompong Cham, ayant tout de suite commencé à transférer
2 de force quelque 15000 personnes vers des zones sous leur
3 contrôle.

4 Steven Heder s'est rendu à Kompong Cham et a interviewé des
5 personnes sur place une fois que les forces de la République
6 khmère avaient repris la ville. Les personnes qu'il a
7 interviewées lui ont raconté que la population avait été évacuée
8 par les Khmers rouges vers l'ouest et que certains avaient été
9 tués sur place.

10 M. Heder a également témoigné que ces interviewés "lui" ont
11 informé que ceux qui ont été exécutés étaient des fonctionnaires
12 et des militaires de la République khmère.

13 Ke Pauk, secrétaire adjoint de la zone Nord, confirme dans son
14 autobiographie, qui est versée au dossier, que lui et son
15 supérieur hiérarchique, Koy Thuon, ont coordonné l'assaut sur
16 Kompong Cham conformément aux ordres du Comité central.

17 [11.10.14]

18 François Ponchaud, qui vivait au Cambodge jusqu'en avril 1975, a
19 confirmé l'évacuation forcée de Kompong Cham en 1973 dans son
20 audition au Bureau des cojuges d'instruction. Il a également
21 parlé de l'évacuation forcée de Bos Khnaor, qui se trouve à
22 proximité de Kompong Cham.

23 Voici ce qu'il a dit, et je cite:

24 "Nous savons très bien que, lorsque les Khmers... les soldats des
25 Khmers rouges capturaient un village, ils mettaient le feu aux

40

1 maisons du village. Les chefs de commune étaient exécutés et les
2 résidents étaient évacués vers les forêts. La population était
3 évacuée, et les chefs de ces groupes étaient tués. Cela n'avait
4 rien de nouveau. Cela s'est déjà produit dès 1973, et c'était
5 bien connu de tout le monde."

6 Fin de citation.

7 Mesdames et Messieurs les juges, vous avez également entendu des
8 experts et des témoins directs parler de l'évacuation forcée de
9 la ville d'Oudong, en mars 1974.

10 [11.11.36]

11 Cette évacuation forcée était un événement majeur qui s'est
12 produit alors que les forces du PCK se rapprochaient de Phnom
13 Penh et alors que la chute de la République khmère n'était plus
14 qu'une question de temps.

15 L'évacuation forcée d'Oudong est devenue le modèle que le centre
16 du Parti a décidé de suivre pour l'évacuation de Phnom Penh.

17 Interrogé sur l'importance de l'évacuation forcée d'Oudong, le
18 professeur Chandler a dit dans son témoignage, je cite:

19 "En 1975, il nous semble, nous, observateurs du Cambodge... il nous
20 semblait à l'époque qu'il s'agissait d'un événement sans
21 précédent. Nous savons aujourd'hui, à la lumière de documents et
22 d'autres éléments découverts après 75, que cela avait déjà été
23 présagé, si on veut dire, aussi bien à Takéo et à Oudong, mais
24 également la ville de Kratié, également évacuée lorsqu'elle a été
25 capturée par les Khmers rouges, ainsi que Stung Treng, dans le

1 Nord."

2 [11.13.11]

3 Les forces des Khmers rouges des zones Sud-Ouest et Nord ont

4 capturé Oudong le 18 mars 1974. L'assaut était coordonné par Son

5 Sen, le chef d'état-major et membre du Comité central.

6 Tout comme à Kompong Cham, Ke Pauk a participé directement à

7 l'assaut contre Oudong.

8 Dès la prise de la ville d'Oudong, celle-ci a été évacuée de

9 force par les troupes des Khmers rouges, qui ont poussé quelque

10 20000 personnes en dehors de la ville tout en exécutant des

11 vingtaines de soldats de la République khmère.

12 Lors de sa comparution, Philip Short a confirmé avoir entendu des

13 descriptions saisissantes de cet événement en interrogeant des

14 témoins directs.

15 Je cite:

16 "Plusieurs milliers de soldats du gouvernement et de réfugiés

17 civils furent massacrés. On affirma plus tard qu'un certain

18 nombre d'entre eux avaient retourné leur fusil contre leur propre

19 famille avant de se suicider pour éviter la capture et la

20 torture. La population de la ville, soit environ 20000 personnes,

21 fut rassemblée et conduite à pied vers la forêt de Palhel avant

22 d'être transférées dans des coopératives de la Zone spéciale et

23 du Sud-Ouest. Les fonctionnaires et les soldats en uniformes

24 furent séparés des autres, conduits à l'écart et tués."

25 Fin de citation.

1 [11.15.07]

2 Les conséquences directes de cet assaut ont été observées par
3 Steven Heder, qui s'est rendu à Oudong peu de temps après. Il
4 décrit la ville comme étant pratiquement vide. Des témoins qu'il
5 a interviewés ce jour-là ont dit à M. Heder que - et je cite -
6 "les troupes des Khmers rouges arrivées à Oudong ont tué certains
7 et conduit la plupart, voire toute la population restante, à la
8 campagne."

9 M. Heder a également précisé que ceux qui ont souffert étaient en
10 particulier des fonctionnaires et le personnel militaire de la
11 République khmère. D'après Philip Short, l'exécution des
12 fonctionnaires de la République khmère à Oudong s'accordait avec
13 ce qui s'était produit auparavant et bien sûr avec ce qui se
14 produirait après.

15 Voilà des preuves incontestables des politiques bien établies du
16 PCK de transferts forcés et du ciblage et de l'assassinat
17 systématique des fonctionnaires de la République khmère, preuves
18 qui réfutent tout argument de la Défense, qui prétend le
19 contraire.

20 [11.16.43]

21 Lors d'un discours prononcé en Corée du Nord début avril 1974,
22 Khieu Samphan a fièrement approuvé l'anéantissement d'Oudong en
23 annonçant à la presse internationale présente, je cite:

24 "Le 18 mars dernier, nos Forces armées populaires de libération
25 nationale ont libéré une autre ville, Oudong, en anéantissant

1 tous les soldats fantoches qui s'y trouvaient, ainsi que leurs
2 renforts, soit plus de 5000 ennemis éliminés, dont 1500
3 capturés."

4 Fin de citation.

5 Le témoin Nou Mao a également confirmé le fait que les communes
6 locales ont fêté la réussite de l'évacuation de la population
7 vers la jungle.

8 L'évacuation d'Oudong est confirmée par ailleurs par le
9 témoignage de Rochoem Ton, alias Phy Phuon, l'aide de Pol Pot,
10 qui a traversé la zone environ une semaine après l'évacuation et
11 a vu que la ville était vide.

12 Voici ce qu'il a dit devant cette Chambre:

13 "Lorsque je suis arrivé sur place, c'était très tranquille, il
14 n'y avait personne. À l'ouest du fleuve, sur la route d'Amleang,
15 de Trapeang Chour, d'Aoral, bien, ils sont partis par là. Ils ont
16 été évacués du centre-ville, rassemblés le long de la route et
17 envoyés vers des villages voisins."

18 [11.19.02]

19 Tout comme Nou Mao, Phy Phuon a participé à des réunions où on
20 citait en exemple l'évacuation d'Oudong. "Ces" accusés lui ont
21 indiqué que... "on suivra cet exemple lorsque les Khmers rouges
22 prendraient Phnom Penh".

23 L'on a ensuite demandé à Phy Phuon comment il a appris ces
24 informations. Voici sa réponse, je cite:

25 "Comme je l'ai déjà indiqué ce matin, je l'ai su grâce à son

1 intervention... ses interventions lors de chaque séance d'étude.
2 Soit Nuon Chea, Pol Pot ou Khieu Samphan nous présentait cette
3 idée. C'était leur expérience, et c'était des expériences
4 positives dont il fallait s'inspirer afin de libérer Phnom Penh.
5 C'est ainsi que je l'ai su."
6 Dans mes déclarations liminaires, j'ai fait référence aux
7 réunions du centre du Parti, en juin 74 et avril 75, où les
8 dirigeants ont décidé d'évacuer Phnom Penh de force dès la
9 victoire. L'évacuation forcée d'Oudong a été abordée lors de ces
10 deux réunions. Les accusés Nuon Chea et Khieu Samphan étaient
11 présents à ces deux réunions et ont participé à la prise de
12 décision concernant les évacuations.
13 [11.20.48]
14 Mon confrère abordera ces réunions en détails lorsqu'il parlera
15 de la responsabilité de Nuon Chea et de Khieu Samphan pour ces
16 crimes. Comme je l'ai dit tout à l'heure, les évacuations forcées
17 des centres urbains avant 1975 perpétrées par la PCK sont
18 cruciales si on veut comprendre l'intention criminelle
19 sous-jacente dans l'évacuation forcée de Phnom Penh. Même les
20 cadres de plusieurs échelons inférieurs étaient au courant des
21 évacuations forcées. Même eux savaient que Phnom Penh devait être
22 évacuée dès la victoire. Les preuves versées aux débats
23 l'illustrent.
24 Lors de sa comparution devant cette Chambre, Steven Heder l'a
25 confirmé en confirmant la déclaration suivante faite par un cadre

1 du PCK, un dénommé Lon ou Lorn, membre du Comité permanent de
2 Kampong Som; je cite, il a dit:
3 "Si nous avons capturé Phnom Penh en 1974, la ville aurait
4 également été évacuée. C'était un plan qui existait depuis
5 longtemps. Le slogan était: 'Assécher le peuple de l'ennemi'".
6 Dans son discours de 1977, Nuon Chea a utilisé cette même phrase:
7 "Assécher le peuple de l'ennemi".
8 [11.22.39]
9 Un autre témoin que j'ai cité tout à l'heure, le cadre du secteur
10 13 interviewé par Steven Heder, a confirmé que l'évacuation des
11 villes faisait partie d'une pratique existante des Khmers rouges,
12 existante depuis longtemps.
13 Je le cite:
14 "J'ai le sentiment que le projet d'évacuation de Phnom Penh
15 faisait partie d'une politique générale qui existait depuis
16 longtemps, puisque c'est ce que nous avons fait auparavant dès
17 que nous avons libéré une zone ennemie."
18 Fin de citation.
19 Nou Mao a décrit des réunions dans la zone du Sud-Ouest, réunions
20 pendant lesquelles Ta Mok, secrétaire de la zone Sud-Ouest et
21 membre du Comité permanent, et Chou Chet, alias Sy, membre du
22 Comité central du PCK, ont abordé le projet d'évacuation de Phnom
23 Penh.
24 Nou Mao a confirmé avoir assisté à une autre réunion en 1974 où
25 Hou Youn s'est exprimé contre les évacuations prévues et où il a

46

1 appris que Khieu Samphan soutenait cette idée.

2 [11.24.04]

3 À cette époque, Nou Mao était simplement membre d'un comité de
4 commune, et pourtant il était au courant que le Parti avait
5 l'intention d'évacuer toutes les villes.

6 Dans son témoignage, François Ponchaud nous a dit que les
7 évacuations faisaient partie d'une politique systématique des
8 Khmers rouges. Lors de son audition par le Bureau des cojuges
9 d'instruction, il a dit, je cite:

10 "Je pense que la décision d'évacuer faisait partie d'une
11 politique systématique des Khmers rouges, qui avaient déjà évacué
12 toutes les villes et villages qu'ils avaient capturés par le
13 passé."

14 Fin de citation.

15 Mesdames et Messieurs les juges, ces preuves suffisent à
16 démontrer le fait que Khieu Samphan ment lorsqu'il dit ne pas
17 avoir été au courant du projet d'évacuation de Phnom Penh.

18 Je vais passer maintenant aux raisons spécifiques derrière
19 l'évacuation de Phnom Penh.

20 Au paragraphe 12 de ses conclusions écrites, Nuon Chea dit que
21 l'objectif de l'évacuation était la mise en œuvre d'une politique
22 économique que, vu les circonstances extraordinaires du Cambodge
23 en 1975, Nuon Chea pensait était dans l'intérêt du peuple
24 cambodgien. Si c'est le cas, pourquoi a-t-il choisi de ne pas
25 s'expliquer ici dans ce prétoire?

47

1 [11.26.00]

2 Il prétend également que cette évacuation était nécessaire, vu
3 les conditions humanitaires dramatiques qui régnaient au Cambodge
4 en avril 75, et en raison du retrait, dit-il, de l'aide
5 humanitaire quelques jours avant la libération.

6 Mesdames et Messieurs les juges, ces arguments ne sont absolument
7 pas fondés dans la réalité, et nous le démontrerons. Ces
8 affirmations sont malhonnêtes, trompeuses et formulées de façon
9 intéressée pour essayer d'induire en erreur cette Chambre et
10 justifier les crimes énormes et protéger Nuon Chea et Khieu
11 Samphan contre toute responsabilité pénale.

12 La décision prise par les dirigeants du PCK d'évacuer Phnom Penh
13 et toutes les autres villes du Cambodge n'avait rien à voir avec
14 une quelconque crise humanitaire. Il s'agissait d'un acte
15 foncièrement punitif à l'encontre du peuple cambodgien, à
16 l'encontre du peuple, perçu par les dirigeants du PCK comme étant
17 un ennemi réel et potentiel. L'objectif des évacuations était
18 d'opprimer, subjuguier et punir la population urbaine,
19 d'identifier parmi cette population ceux qui devaient être
20 immédiatement exécutés et réduire en esclavage les survivants
21 afin de les priver de tous leurs droits.

22 [11.28.00]

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 Madame la coprocurateur, je vous interromps, car nous devons
25 changer de bande audio pour l'enregistrement.

1 Allez-y.

2 Mme CHEA LEANG:

3 Merci, Monsieur le Président.

4 Je reprends donc.

5 L'objectif de ces évacuations était d'opprimer, subjuguier et
6 punir la population urbaine, d'identifier parmi cette population
7 ceux qui devaient être immédiatement exécutés et réduire en
8 esclavage les survivants afin de les priver de tous leurs droits,
9 et qu'ils deviennent de simples objets soumis à un règne de
10 terreur du PCK. Il s'agissait de faire appliquer l'autorité du
11 PCK et de protéger ses dirigeants, parmi lesquels ces accusés,
12 contre des ennemis réels ou perçus.

13 Ces évacuations étaient donc une question de pouvoir et de
14 punition. Il s'agissait pour Nuon Chea, pour Khieu Samphan et les
15 autres membres du centre du Parti, d'éliminer les ennemis
16 potentiels.

17 [11.30.00]

18 Ils l'ont admis eux-mêmes. En 1977, Pol Pot a dit que la victoire
19 était obtenue grâce à l'élimination de toutes sortes d'ennemis.

20 Nuon Chea a reconnu en 1978, en parlant d'un supposé plan entre
21 les États-Unis, le KGB et la CIA, je cite:

22 "Nous avons détruit ce plan. Dès la libération, nous avons évacué
23 les villes."

24 Lors d'un entretien récent, Khieu Samphan a cherché également à
25 justifier l'évacuation, qui aurait évité toute menace de

1 rébellion de la CIA et des agents de la République khmère, qui
2 auraient pu permettre une invasion des Vietnamiens.

3 Je le cite:

4 "Si par ailleurs il y avait... une quelconque incitation de la part
5 de la CIA, d'autres rebelles et les 'restants' de l'armée de Lon
6 Nol, à Phnom Penh et dans les campagnes, il y aurait eu une
7 rébellion."

8 En juillet 1975, la "Jeunesse révolutionnaire" confirme que le
9 PCK et ses dirigeants ont effectué une évacuation forcée afin
10 d'éliminer des ennemis qui auraient pu s'attaquer au Parti.

11 Philip Short témoigne également que les raisons derrière ces
12 évacuations comprenaient l'objectif de briser le réseau des
13 résidents urbains afin qu'ils ne puissent plus résister au
14 régime.

15 Les évacuations d'avril 75 visaient également à détruire et
16 éliminer les ennemis de classe du PCK. Il y a un document du
17 Parti intitulé "Troisième anniversaire de l'organisation des
18 coopératives paysannes".

19 Il y est indiqué que "les évacuations - et je cite - visaient à
20 attaquer et détruire la classe des propriétaires fonciers
21 féodaux, ainsi que des capitalistes urbains."

22 Fin de citation.

23 [11.32.09]

24 Les membres de la République khmère étaient destinés à être
25 éliminés immédiatement. Le reste de la population devait être

50

1 réprimé et emprisonné dans les coopératives du PCK. Bon nombre
2 d'entre eux ont été exécutés. Les autres ont fait l'objet de
3 manière systématique de sévices physiques et psychologiques, y
4 compris les suivants: se voir contraint à rédiger sa biographie
5 pour que puissent être repérés et éliminés les vestiges du régime
6 de la République khmère; se voir privé de la liberté de
7 circulation et privé de sécurité; se voir séparé de sa famille et
8 contraint à un travail manuel dur; se voir soumis à un régime de
9 famine et se voir interdire de se nourrir soi-même ou de partir à
10 la recherche de nourriture; se faire menacer, torturer et placer
11 en détention dans des centres de sécurité.

12 Les évacués se faisaient exécuter pour avoir affiché des
13 tendances capitalistes, pour avoir désobéi aux ordres, pour avoir
14 contesté leur oppression, ou même pour être tombé malade.

15 En bref, tous les évacués des villes qui ont survécu à la
16 première phase de repérage et d'élimination des ennemis ont été
17 soumis à un régime de persécution et de terreur.

18 [11.33.54]

19 La persécution systématique des évacués des villes se retrouvait
20 dans les termes employés pour les qualifier, à savoir, le "Peuple
21 nouveau", ou encore les "17-Avril". Dans ce nouvel ordre mis en
22 place par le PCK le 17 avril 1975, tous les membres du Peuple
23 nouveau étaient classés comme "les consignés" ou "les parasites".

24 Denise Affonço, une ressortissante française, est venue déposer
25 dans ce prétoire. Elle a affirmé qu'en avril 75, après qu'elle

1 eut été évacuée de Phnom Penh vers l'île de Kaoh Tuk Veal,
2 elle-même, sa famille et tous les autres évacués se trouvant sur
3 cette île ont dû assister à une réunion dans une pagode.
4 Là, un représentant des Khmers rouges a dit ceci, je cite:
5 "'Désormais, vous êtes nos prisonniers. Nous n'allons pas
6 simplement braquer une arme sur vous et vous abattre, nous allons
7 vous faire travailler pour nous et nous allons vous tuer
8 autrement.'

9 C'est littéralement ce qu'on nous a dit et jamais je n'oublierai
10 ces mots."

11 Fin de citation.

12 [11.35.29]

13 Denise Affonço a également confirmé qu'à compter du jour de
14 l'évacuation il était parfaitement clair que les évacués
15 appartenaient à l'Angkar. Leur persécution était ainsi
16 institutionnalisée. De cette manière, ils pouvaient être traités
17 différemment de ceux considérés par le PCK comme loyaux.
18 Au cours de sa déposition, on a demandé au professeur Chandler de
19 préciser les raisons présidant à la création de ce groupe des
20 consignés.

21 Voici ce qu'il a déclaré, et je cite:

22 "Je pense que la finalité est assez évidente. Une fois de plus,
23 il s'agit de séparer les Cambodgiens 'propres' - entre guillemets
24 - des Cambodgiens 'sales'. Ces derniers étant ceux qui ont été
25 écartés, exilés, consignés, ' pnhao', comme on dit en khmer."

1 Fin de citation.

2 Dans sa déposition, Steven Heder a confirmé un passage de son
3 livre intitulé "Seven Candidates for Prosecution", dans lequel il
4 analysait le classement à trois niveaux de la population sous le
5 régime du PCK. Heder a ainsi confirmé que les consignés étaient
6 les derniers dans les listes de distribution, les premiers dans
7 les listes d'exécution, et qu'ils n'avaient aucun droit
8 politique.

9 [11.37.19]

10 Philip Short a confirmé le traitement réservé aux citoyens en
11 avril 75, je cite:

12 "Des leaders différents, mûs par une autre idéologie, auraient pu
13 instaurer une politique de réconciliation nationale. Pol en
14 décida autrement. Pour lui, les citoyens et les paysans qui
15 avaient fui pour rejoindre ceux-ci dans les derniers mois de la
16 guerre étaient ipso facto des collaborateurs et devaient être
17 traités comme tels."

18 Je vais également citer ce qu'a déclaré M. Short:

19 "Je dirai simplement que ceci cadre avec tout ce que nous avons
20 dit: le fait que la fin justifiait les moyens; le fait qu'il
21 fallait faire une claire distinction entre l'ennemi et
22 nous-mêmes; le fait que ceux qui avaient voté avec leurs pieds et
23 étaient restés en ville plutôt que de rejoindre la révolution
24 n'étaient pas dignes de confiance."

25 Fin de citation.

1 Dans un de ses livres, le professeur Chandler a décrit
2 l'évacuation et la décision d'évacuer comme étant un ordre
3 brutal. Il a souligné que les chefs du PCK étaient animés d'une
4 intention de persécuter.

5 [11.38.55]

6 Je cite ce qu'il a écrit:

7 "Cet ordre brutal, jamais complètement expliqué, est venu ajouter
8 plusieurs milliers de morts aux environ 500000 morts de la guerre
9 civile. La raison principale était sans doute le désir d'assurer
10 la victoire du PCK, la dominance des campagnes sur les villes et
11 d'assurer la position privilégiée des pauvres. Saloth Sar et ses
12 collègues n'avaient pas passé sept ans dans le maquis et cinq ans
13 à mener une guerre civile pour devenir des conseillers
14 municipaux."

15 Fin de citation.

16 Afin de prouver que l'intention des chefs du PCK était de
17 réprimer et de placer sous leur joug les populations urbaines,
18 j'aimerais lire certains extraits de leurs propres publications.

19 Voici un passage du numéro d'août 75 de l'"Étendard
20 révolutionnaire". Ici, comme le reconnaît Nuon Chea, il s'agit
21 d'un document émanant du centre du Parti, je cite:

22 "De nos jours, les colonialistes, les impérialistes, ont été
23 renversés. Les propriétaires terriens, les féodaux, ont été
24 renversés. Les capitalistes ont été renversés. Les petits
25 bourgeois ont également perdu leur appui. Donc, ils sont sous la

1 domination du pouvoir des ouvriers et des paysans. Leur classe
2 s'est effondrée, leur fondement économique s'est effondré, mais
3 leur conception subsiste, leurs aspirations subsistent. Ils
4 restent donc en contradiction avec la révolution."

5 Fin de citation.

6 [11.41.01]

7 Et donc, même après que les classes urbaines eurent été
8 renversées et placées sous le joug du PCK, elles demeuraient, aux
9 yeux des dirigeants, en contradiction avec la révolution, et,
10 partant, elles méritaient un régime punitif.

11 À présent, j'aimerais examiner les preuves ayant trait à la
12 situation qui régnait à Phnom Penh durant les mois qui ont
13 précédé l'évacuation. Ces preuves sont pertinentes. En effet,
14 elles permettent de réfuter plus avant l'argumentaire de la
15 Défense selon lequel ces évacuations ont été décidées pour
16 nourrir la population et pour réagir à une crise humanitaire.
17 Les preuves existantes montrent que, durant les mois qui ont
18 précédé la chute de Phnom Penh, les chefs du PCK ont délibérément
19 provoqué une crise humanitaire à Phnom Penh, assiégeant la ville,
20 bloquant l'acheminement de nourriture et de fournitures
21 médicales, tuant les civils au cours de tirs d'obus menés contre
22 des zones résidentielles, et terrorisant l'ensemble de la
23 population civile de la capitale.

24 [11.42.25]

25 De tels actes sont absolument incompatibles avec une intention,

55

1 de la part des accusés, d'avoir... une intention d'éviter ou
2 d'atténuer des souffrances. Ces actes démontrent au contraire que
3 l'intention des accusés était exactement le contraire de cela.
4 L'assaut final contre Phnom Penh a été annoncé par Khieu Samphan
5 dans une émission radio diffusée à la radio khmère rouge, à 11
6 heures du matin le 31 décembre 74. Dans cette déclaration, Khieu
7 Samphan relevait que la zone entourant Phnom Penh et restant sous
8 le contrôle de la République khmère était réduite à 10 kilomètres
9 carrés et était assiégée par les troupes khmères rouges. Khieu
10 Samphan relevait aussi que les denrées alimentaires s'étaient
11 raréfiées dans la capitale et que l'acheminement de l'aide vers
12 la ville pouvait se faire uniquement par le Mékong.
13 Khieu Samphan se vantait ainsi que "les Khmers rouges lançaient -
14 et ici je cite - de lourdes attaques contre différentes positions
15 ennemies le long de cette voie navigable, exacerbant les
16 difficultés rencontrées pour acheminer l'aide des impérialistes
17 américains vers Phnom Penh".
18 Fin de citation.
19 [11.44.12]
20 Ensuite, il exhortait les troupes à lancer - je cite - "un assaut
21 vigoureux et puissant contre l'ennemi autour de Phnom Penh et à
22 Phnom Penh et dans les chefs-lieux de province".
23 Fin de citation.
24 L'assaut a commencé le 1er janvier 75 lorsque le PCK et ses
25 forces ont tiré des roquettes sur Phnom Penh. Les preuves

56

1 existantes démontrent qu'entre le 1er janvier et le 17 avril les
2 forces khmères rouges ont resserré leur emprise sur la ville,
3 provoquant délibérément une situation humanitaire catastrophique.

4 Les émissions radio des Khmers rouges et du gouvernement de la
5 République khmère, qui étaient enregistrées et retranscrites par
6 le "Foreign Broadcast Information Service", ou FBIS, constituent
7 un récit convaincant, montrant comment la situation se
8 détériorait jour après jour à Phnom Penh.

9 Comme cela est décrit dans ces émissions ainsi que dans le
10 journal et la déposition de Sydney Schanberg, les Khmers rouges,
11 pour étrangler la ville, attaquaient les convois qui tentaient
12 d'acheminer du carburant et de la nourriture à Phnom Penh en
13 empruntant le Mékong en provenance du sud du Vietnam. À compter
14 du début février 75, les Khmers rouges avaient placé des mines
15 flottantes dans le Mékong pour éviter que l'aide puisse atteindre
16 la ville.

17 Dans un article daté du 9 février 75, Sydney Schanberg rapportait
18 que les tirs et les mines khmers rouges avaient détruit 19
19 navires d'approvisionnement, lesquels tentaient de ravitailler la
20 capitale. Ces événements ont été confirmés par M. Schanberg au
21 cours de sa déposition. À compter de début février, le Mékong
22 était complètement bloqué, la capitale dépendant désormais
23 entièrement d'un pont aérien.

24 [11.46.57]

25 Toutefois, les Khmers rouges se sont alors mis à tirer des obus

1 sur l'aéroport de Pochentong et à viser également les avions
2 civils qui apportaient en ville une aide bien nécessaire. Ceci
3 est un autre fait qui est rapporté dans les documents du FBIS
4 ainsi que dans les articles d'époque rédigés par Sydney
5 Schanberg, ainsi que dans son journal et son témoignage devant
6 cette Chambre.

7 Décrivant les conséquences des tirs d'artillerie visant
8 l'aéroport, voici ce que M. Schanberg a déclaré:

9 "Cela a réduit le ravitaillement. À mesure que l'assaut des
10 insurgés khmers rouges se poursuivait, il y avait de moins en
11 moins de nourriture, de carburant et d'autres denrées qui
12 arrivaient en ville. Et c'était exactement cela: c'était un étou
13 qui se resserrait autour de la ville."

14 [11.48.28]

15 Le même traitement, à savoir le siège de la ville et son
16 étranglement, les tirs d'obus et le fait de terroriser une
17 population civile, a été infligé à la population de Neak Loeng,
18 une ville située au sud de Phnom Penh. Neak Loeng a été prise
19 par les Khmers rouges le 1er avril 75. Durant tous ces mois, les
20 chefs du PCK n'ont pris absolument aucune disposition pour
21 acheminer des denrées alimentaires ou des fournitures médicales
22 en vue d'aider la population civile qui ne prenait pas part aux
23 hostilités. Les mauvaises conditions de vie provoquées par le
24 siège ont été encore grandement aggravées par les tirs que
25 lançaient les Khmers rouges contre les zones résidentielles de la

1 ville.

2 De janvier au 17 avril, les forces du PCK tiraient régulièrement
3 et aveuglement des roquettes contre les zones résidentielles de
4 Phnom Penh, tuant et blessant des centaines de civils et
5 terrorisant la population de la ville.

6 [11.50.05]

7 Ces attaques ont été abondamment rapportées dans les documents
8 FBIS des mois de janvier, février, mars et avril 1975. Des
9 témoins s'en sont également fait l'écho et l'on retrouve
10 également cela dans d'autres documents écrits. Par exemple, tant
11 les documents FBIS que le journal de Sydney Schanberg décrivent
12 la manière dont une roquette tirée par les Khmers rouges a touché
13 une école primaire de Phnom Penh le 6 février 1975, tuant et
14 blessant un grand nombre de jeunes enfants.

15 Le gouvernement de la République khmère a tenté de négocier avec
16 les Khmers rouges pour mettre fin à la guerre de manière
17 pacifique, mais, à de nombreuses reprises, les dirigeants du PCK
18 ont explicitement rejeté toute négociation. Par exemple, le 8
19 avril 1975, Khieu Samphan a répondu à des informations non
20 confirmées faisant état de négociations entre les Khmers rouges
21 et le gouvernement de la République khmère - et je vais citer:

22 [11.51.43]

23 "D'après certaines sources occidentales, le méprisable Long Boret
24 aurait déclaré il y a quelques jours qu'un contact avait été pris
25 pour l'organisation de négociations avec l'adversaire. Comme ils

1 l'ont déjà fait à plusieurs occasions par le passé, le FUNK et le
2 GRUNK tiennent à faire savoir une nouvelle fois, clairement, à
3 l'opinion nationale et internationale qu'ils n'ont absolument
4 jamais négocié et qu'ils n'accepteront jamais de négocier avec
5 les traîtres."

6 Fin de citation.

7 Un autre exemple vient illustrer la terreur infligée par les
8 forces khmères rouges à la population civile de Phnom Penh. Il
9 s'agit du journal de M. Schanberg à l'entrée correspondant au 3
10 mars 1975 - et je cite:

11 "Une roquette touche la rue la plus animée du centre de la
12 capitale devant l'hôtel Monorom. Cinq personnes sont tuées sur le
13 coup et huit autres gisent, blessées. La rue est jonchée de corps
14 et de morceaux de corps. Ces scènes d'abattoir sont devenues
15 quotidiennes."

16 Fin de citation.

17 Deux jours plus tard, Sydney Schanberg a relevé ceci - et je
18 cite:

19 "Les neuf premières semaines de l'offensive ont vu un millier de
20 roquettes tomber sur la capitale, ces tirs faisant plus de 150
21 tués et près de 600 blessés parmi la population civile."

22 Fin de citation.

23 [11.54.08]

24 Steven Heder, qui, comme Sydney Schanberg, vivait à Phnom Penh à
25 l'époque, a lui aussi décrit les tirs d'artillerie du PCK contre

60

1 la capitale à partir de fin 74 et jusqu'à avril 75. Il a dû
2 creuser un bunker sous sa maison; parfois il devait s'y réfugier,
3 car les Khmers rouges pilonnaient régulièrement le quartier de la
4 ville où il habitait. Heder a déclaré dans sa déposition que les
5 tirs d'artillerie et de roquettes tombaient principalement sur
6 les zones résidentielles. Il a aussi décrit un incident au cours
7 duquel un quartier tout entier est parti en flammes. Comme
8 confirmé par le témoin expert Philip Short, le pilonnage des
9 zones résidentielles correspondait au point de vue des chefs
10 khmers rouges selon quoi il était acceptable d'infliger des
11 dommages à la population qui s'était réfugiée en ville.

12 Je cite Philip Short:

13 "Ces tirs d'artillerie relevaient fondamentalement de la guerre
14 psychologique. Leur finalité était de montrer que le régime de
15 Lon Nol était incapable de défendre qui que ce soit. Mais le fait
16 que ces tirs étaient aveugles, vu la portée des roquettes
17 utilisées, et le fait qu'inévitablement ces obus tomberaient très
18 souvent sur les quartiers pauvres, cela était acceptable, car ces
19 gens avaient choisi le camp de Lon Nol et non pas celui des
20 révolutionnaires. Les deux allaient donc de pair."

21 Fin de citation.

22 [11.56.35]

23 Les déclarations de Khieu Samphan et d'autres dirigeants et
24 celles des agences d'information khmères rouges, déclarations
25 diffusées à la radio khmère rouge, confirment que les chefs

61

1 approuvaient le pilonnage de la ville et le blocage de l'aide
2 humanitaire. Dès août ou septembre 74, la revue "Étendard
3 révolutionnaires... ou, plutôt, "Jeunesse révolutionnaire" [se
4 reprend l'interprète] confirmait que les forces khmères rouges
5 pilonnaient Phnom Penh.

6 Et je vais lire deux extraits à ce sujet.

7 Premièrement, il s'agit des contre-offensives des forces de la
8 République khmère. Je vais lire le document en question - je
9 cite:

10 "Ils voulaient nous repousser loin des faubourgs de Phnom Penh
11 pour que nous ne puissions plus tirer de roquettes sur la ville."

12 Fin de citation.

13 Ensuite, voici ce qu'on trouve à la page suivante; cette
14 circulaire se vante de ce qui suit - et je cite:

15 "Au contraire, nous maintenons fermement notre position autour de
16 Phnom Penh, et nous sommes en mesure de tirer à notre guise des
17 roquettes sur Phnom Penh depuis les quatre points cardinaux et
18 même contre l'aéroport de Pochentong."

19 Fin de citation.

20 [11.58.16]

21 Pour avancer dans le temps, nous arrivons au 19 février 75 et à
22 une émission radio khmère rouge fanfaronnant concernant la
23 fermeture du Mékong - je cite:

24 "Depuis début février, aucun convoi fluvial de l'ennemi n'a été
25 capable de naviguer à travers notre barrage sur le Mékong. Ainsi,

62

1 le Mékong, bloqué en janvier et début février, sera coupé pour
2 toujours. Autrement dit, l'ennemi sera privé de son riz et de ses
3 réserves de carburant pour toujours. La situation, déjà dégradée
4 à Phnom Penh, devrait ainsi empirer."

5 Fin de citation.

6 Voici à présent ce que l'on pouvait entendre à la radio des
7 Khmers rouges le 5 mars 75 - je cite:

8 "Aujourd'hui, l'ennemi agonise, car cela fait deux mois que le
9 Mékong est bloqué et la voie d'approvisionnement aérienne ainsi
10 que tout autre axe de communication seront complètement coupés
11 dans un avenir très proche."

12 Fin de citation.

13 [11.59.31]

14 Au cours de cette période, Khieu Samphan a prononcé plusieurs
15 déclarations à la radio khmère rouge. Il s'y adressait aux
16 troupes khmères rouges et à la population de Phnom Penh. Mon
17 collègue reviendra là-dessus de façon plus détaillée. Je vais
18 simplement lire deux extraits.

19 Tout d'abord, une déclaration de Khieu Samphan datée du 24
20 janvier - je cite:

21 "Phnom Penh est touchée par nos attaques d'artillerie intensives.
22 Pire, le Mékong, qui est l'unique voie de transport dont dispose
23 encore l'ennemi pour ravitailler Phnom Penh, est à présent
24 complètement coupé. Par conséquent, à Phnom Penh et dans les
25 autres chefs-lieux de province sous contrôle de l'ennemi, la

63

1 pénurie de riz, qui était déjà extrêmement sévère, ne fera que
2 s'intensifier encore à l'avenir."

3 Fin de citation.

4 Deuxièmement, il y a un extrait d'une déclaration de Khieu
5 Samphan datant du 22 mars 75 - je cite:

6 "Nous avons bloqué la quasi-totalité des voies de transport de
7 l'ennemi. Le Mékong est bloqué, de même que toutes les voies
8 terrestres. De plus, Pochentong essuie constamment nos tirs
9 d'obus."

10 [12.01.10]

11 M. LE PRÉSIDENT:

12 Merci.

13 Il est l'heure du déjeuner. Nous allons suspendre l'audience et
14 reprendre à 13h15. Cet après-midi, les parties et les membres du
15 public dans la galerie sont donc informés que nous reprendrons à
16 13h15.

17 Les gardes doivent maintenant raccompagner Khieu Samphan dans sa
18 cellule de détention temporaire et le reconduire ici avant 13h15.

19 (Suspension de l'audience: 12h01)

20 (Reprise de l'audience: 13h19)

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

23 La parole est à présent rendue à l'Accusation, qui pourra
24 poursuivre son exposé.

25 Je vous en prie.

64

1 [13.20.15]

2 Mme CHEA LEANG:

3 Merci, Monsieur le Président. Je vais continuer.

4 Dans un discours publié dans l'"Étendard révolutionnaire" de
5 septembre 1977, Pol Pot a confirmé que le PCK avait une stratégie
6 précise consistant "à couper toutes les voies de ravitaillement
7 alimentaire de l'ennemi".

8 Mesdames, Messieurs les juges, selon nous, ces pièces témoignent
9 des actes et des paroles des accusés, qui ont ordonné et
10 encouragé des atrocités contre la population civile de Phnom
11 Penh, et ces pièces démontrent leur intention de causer du tort à
12 la population. Les preuves des souffrances qu'ils ont causées à
13 grande échelle, de manière délibérée, sciemment, durant les mois
14 qui ont précédé le 17 avril 75, viennent complètement discréditer
15 les affirmations de la Défense selon lesquelles, en réalité, les
16 accusés auraient eu l'intention d'aider la population.

17 [13.21.48]

18 Pour enfoncer une porte ouverte, ces preuves démontrent
19 indubitablement que les accusés étaient les seuls responsables de
20 l'effroyable situation humanitaire qui régnait à Phnom Penh. Les
21 accusés avaient l'intention de provoquer ces souffrances. En
22 effet, comme j'en ai apporté la preuve, ils considéraient que la
23 population de la ville était l'ennemi réel ou potentiel. Et
24 cependant, devant vous, aujourd'hui, les accusés cherchent à
25 invoquer précisément ces souffrances-là pour inventer de toutes

1 pièces un motif qui viendrait expliquer l'évacuation forcée de la
2 ville à laquelle eux-mêmes ont procédé.
3 Il y a un autre événement pertinent de cette période. Il s'agit
4 de la décision des dirigeants khmers rouges d'exécuter les hauts
5 membres du régime de la République khmère. Les 24 et 25 février
6 75, Khieu Samphan a présidé le deuxième congrès national du FUNK
7 et du GRUNK au cours de laquelle... au cours duquel il a été
8 déclaré que les hauts responsables de la République khmère, à
9 savoir Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, Cheng Heng, In Tam,
10 Long Boret et Sosthène Fernandez, étaient les chefs des traîtres
11 et qu'il était absolument indispensable de les tuer. Deux de ces
12 sept personnes, à savoir le premier ministre Long Boret et le
13 prince Sirik Matak, sont restées à Phnom Penh. Ils ont été
14 arrêtés et exécutés, au même titre que de nombreux autres
15 représentants de haut rang de la République khmère.
16 [13.23.58]
17 Les preuves existantes montrent que, le 17 avril 75, les
18 officiers khmers rouges qui étaient sur le terrain étaient
19 pleinement conscients de cet ordre. Mon collègue présentera à
20 titre de preuve de nombreuses déclarations publiques des
21 dirigeants, dans lesquelles ceux-ci prônent l'exécution des
22 dirigeants suprêmes du régime de la République khmère.
23 Il faut aussi noter l'effet qu'a eu la décision prise au deuxième
24 congrès sur les autres officiels ou représentants de l'armée et
25 du gouvernement de Lon Nol. Le congrès a ainsi proclamé que les

66

1 fonctionnaires, les officiers de l'armée et de la police, quels
2 que soient leurs rangs, appartenant au régime de la République
3 khmère, pouvaient rejoindre le FUNK, mais uniquement à condition
4 de cesser immédiatement de se mettre au service des sept traîtres
5 et de cesser de collaborer avec eux.

6 Comme l'a relevé Philip Short, une telle déclaration avait un
7 corollaire, à savoir - je cite: "Si vous ne vous ralliez pas à la
8 révolution sur le champ, vous vous retrouverez dans la même
9 catégorie que les super traîtres." Fin de citation.

10 [13.25.42]

11 Comme nous allons le voir, durant les journées qui ont suivi la
12 chute de Phnom Penh, des milliers de militaires et de
13 fonctionnaires civils de la République khmère ont été assassinés
14 de sang-froid par les forces khmères rouges dans le cadre d'une
15 opération organisée et systématique.

16 Mesdames, Messieurs les juges, j'aimerais à présent passer à
17 l'entrée des troupes khmères rouges dans Phnom Penh, à la
18 reddition du régime de la République khmère et à l'arrestation et
19 l'exécution des membres haut placés de ce régime. De cette
20 manière, nous pourrons fixer le contexte dans lequel s'inscrivent
21 les crimes perpétrés au cours de l'évacuation forcée, ce sur quoi
22 je reviendrai plus en détail dans la suite de mon exposé.

23 Dans cette partie de mon exposé, je ferai référence au journal et
24 à la déposition de Sydney Schanberg, au journal de Jon Swain et à
25 la déposition d'Al Rockoff. Les récits de ces gens sont

1 significatifs. En effet, ils portent sur les événements qui ont
2 eu lieu dans toute la capitale durant les ultimes journées de la
3 République khmère et durant les premières heures et les premières
4 journées du régime des Khmers rouges. Ces hommes étaient des
5 journalistes et, à ce titre, ils étaient attentifs aux détails;
6 ils cherchaient à consigner les principaux événements qui se
7 déroulaient autour d'eux.

8 [13.27.41]

9 Le 16 avril 1975, les Khmers rouges ont continué à pilonner la
10 ville durant toute la journée et durant la nuit. Les forces de
11 l'armée de la République khmère avaient des dépôts de munitions
12 dont les principaux ont été encerclés. Les Khmers rouges ont
13 annoncé à la radio avoir occupé l'aéroport de Pochentong.
14 Certaines victimes de ces attaques étaient traitées à l'hôpital
15 Preah Ket Mealea, que Sydney Schanberg a décrit dans son journal
16 comme un abattoir. Les malades et les blessés étaient aussi
17 soignés ailleurs, y compris dans une salle d'opération improvisée
18 établie à l'hôtel Le Phnom, où se trouve actuellement l'hôtel
19 Raffles. Cet hôtel avait été transformé en une zone neutre et
20 protégée, et de grandes bannières de la Croix-Rouge y avaient été
21 arborées. Le personnel de la Croix-Rouge a accueilli des
22 centaines de réfugiés à l'hôtel au début de la soirée du 16
23 avril.
24 Les divisions militaires du PCK venant du Nord, du Sud-Ouest, de
25 l'Est et des zones spéciales avaient encerclé Phnom Penh. Peu

68

1 avant minuit, Sydney Schanberg a parlé au téléphone avec Long
2 Boret, premier ministre de la République khmère. M. Boret était
3 l'un des sept traîtres destinés à être exécutés d'après l'ordre
4 de Khieu Samphan. Le premier ministre Long Boret a ainsi dit à M.
5 Schanberg qu'il se sentait complètement abandonné et dépourvu de
6 moyens matériels. Il a confirmé que le gouvernement s'était réuni
7 et avait accepté de se rendre. Dans ce contexte, la victoire des
8 Khmers rouges était imminente et inéluctable.

9 [13.30.13]

10 Avant l'aube du 17 avril, le président du Conseil suprême de la
11 République khmère, le lieutenant-général Sak Sutsakhan, a
12 communiqué aux forces khmères rouges qui avançaient une offre de
13 reddition, s'engageant à procéder immédiatement à un transfert du
14 pouvoir. Il a seulement demandé à ce qu'aucune mesure de
15 représailles ne soit prise. Son offre n'a pas été acceptée. Il
16 n'y a pas eu de transfert de pouvoir; seule la terreur s'en est
17 suivie.

18 La Chambre a entendu des preuves concernant cette journée, dont
19 une partie importante sont corroborées par les transcriptions des
20 diffusions transcrites par le FBIS. Il y a, entre autres,
21 l'enregistrement d'une diffusion des Khmers rouges, à 9 heures du
22 matin, confirmant l'avancée des forces khmères rouges, qui
23 étaient arrivées en ville et qui se sont répandues dans la ville
24 et ont rencontré peu de résistance.

25 [13.31.43]

1 Jon Swain, qui séjournait à l'hôtel Le Phnom a décrit comment les
2 militaires de la République khmère ainsi que la population civile
3 se préparaient à accueillir l'arrivée des troupes. Je cite:
4 "Les drapeaux blancs commencent à surgir de partout: sur les
5 véhicules blindés pour le transport des troupes, arrêtés devant
6 l'hôtel, sur les maisons dans le secteur nord de la ville, que
7 les Khmers rouges viennent de pénétrer. L'armée cambodgienne est
8 manifestement sur le point de plier bagage après cinq années de
9 guerre. Les troupes retirent les chargeurs de leurs fusils M16 et
10 attendent tranquillement les insurgés sous le soleil." Fin de
11 citation.

12 Et nous avons aussi une vidéo.

13 (Présentation d'un document vidéo)

14 [13.33.24]

15 Conscients du besoin d'éviter toute effusion de sang, des chefs
16 religieux ont diffusé des appels au calme et à la paix à la radio
17 de Phnom Penh. En l'espace de quelques minutes, M. Mey Sichan,
18 chef de l'état-major de l'armée et de la République khmère a
19 ordonné un cessez-le-feu. Il a prié à la population... il a prié la
20 population de rester calme. Faisant référence aux Khmers rouges
21 comme étant des frères, il a dit - je cite:

22 "Moi-même et le comité spécial d'officiers militaires prendrons
23 contact avec les représentants de l'organisation de nos frères
24 cambodgiens de la partie adverse afin de garantir la sécurité et
25 l'ordre et instaurer la paix avec nos frères à partir de

1 maintenant."

2 Le général Sichan a invité les Khmers rouges à venir à Phnom Penh
3 et dans les autres capitales de province, qui étaient à leur
4 disposition. Pourtant, les Khmers rouges n'avaient pas pris
5 d'assaut la ville afin d'accepter une invitation ou de lancer des
6 négociations. Les officiers des Khmers rouges étaient arrivés à
7 la station de radio et ont organisé leur propre diffusion
8 directement après l'appel du général. Le message était direct,
9 sans équivoque et abrupt - je cite:

10 "J'informe la méprisable clique de traîtres de Lon Nol et tous
11 les commandants que nous ne venons pas pour négocier. Nous
12 entrons dans la capitale par la force des armes des FAPLNC." Fin
13 de citation.

14 [13.35.26]

15 Dans cette même diffusion, l'officier khmer rouge a convoqué tous
16 les commandants de la FAPLNC à une réunion au Ministère de
17 l'information.

18 Jon Swain a décrit les soldats khmers rouges comme étant bien
19 armés et disciplinés, description qui est confirmée par Sydney
20 Schanberg, qui a écrit dans son journal que les soldats khmers
21 rouges qu'il a vus constituaient une armée de soldats aguerris,
22 disciplinés et déterminés.

23 Dans un article publié le 9 mai 1975, M. Schanberg a écrit:

24 "Les troupes que nous avons vues à Phnom Penh comprenaient des
25 femmes soldats et des garçons miliciens dont certains n'avaient

1 guère que 10 ans. Ils avaient l'air en bonne santé, bien
2 organisés. Ils étaient lourdement armés et bien entraînés."
3 Al Rockoff, un vétéran de l'armée américaine ayant servi dans la
4 guerre du Vietnam, travaillait à Phnom Penh comme photographe
5 indépendant. Le matin, il a passé des heures au carrefour du
6 boulevard Sihanouk et du boulevard Monivong. Dans son témoignage,
7 il a confirmé que les Khmers rouges et leurs soldats disposaient
8 d'un excellent réseau radio. M. Rockoff a indiqué avoir vu des
9 soldats de la République khmère rendre les armes et qu'ensuite
10 des centaines d'entre eux étaient conduits vers l'ouest, en
11 partant du carrefour entre les boulevards Monivong et Sihanouk.
12 Il a également confirmé qu'une photographie prise par Roland
13 Neveu illustre le même déplacement de prisonniers et de soldats
14 de la République khmère que lui-même a observé ce jour-là.
15 [13.38.04]
16 MM. Schanberg, Swain, Rockoff et Dith Pran, l'ami et interprète
17 de M. Schanberg, se sont rendus à l'hôpital de Preah Ket Mealea,
18 où ils ont vu des patients se vider de leur sang dans les
19 couloirs. Alors qu'ils quittaient l'hôpital, les deux (sic)
20 étrangers ont été arrêtés par des soldats khmers rouges et
21 détenus pendant plusieurs heures avant d'être libérés.
22 Faute de temps, je n'aborderai pas cet incident en détail, mais
23 il y a un aspect important de cet événement qui concerne la
24 manière dont les commandants militaires khmers rouges
25 contrôlaient leurs soldats sur le terrain.

1 MM. Schanberg et Rockoff étaient certains d'être exécutés par les
2 Khmers rouges. Leurs vies ont été sauvées grâce à l'intervention
3 de leur ami et collègue cambodgien, Dith Pran. Afin de faire
4 libérer ses amis, M. Pran a dû se rendre au quartier général des
5 Khmers rouges en compagnie d'un officier des Khmers rouges.

6 [13.39.35]

7 Ces éléments de preuve confirment que, le 17 avril 1975, les
8 soldats khmers rouges n'étaient pas hors de contrôle. Au
9 contraire, ils étaient disciplinés et organisés et respectaient
10 leur chaîne de commandement. Ils ont consulté leurs supérieurs
11 afin d'obtenir des ordres sur le sort des étrangers.

12 Dans son témoignage, M. Schanberg a également dit que, alors que
13 lui et les autres étrangers ont été relâchés, les militaires de
14 la République khmère capturés par les Khmers rouges n'ont pas été
15 libérés.

16 Par la suite, M. Schanberg et ses collègues se sont rendus au
17 Ministère de l'information, où ils ont vu de hauts fonctionnaires
18 de la République khmère qui étaient, d'après eux, des prisonniers
19 des Khmers rouges. D'après le journal de Sydney Schanberg, que je
20 cite:

21 "Nous prenons la direction du Ministère de l'information. Nous
22 allons enquêter sur les suites de ces communiqués radiophoniques
23 qui ont demandé à tous les dignitaires de l'ancien régime de se
24 présenter en ce lieu. Nous trouvons une cinquantaine de
25 prisonniers devant le bâtiment, qui semble être devenu le

73

1 quartier général temporaire des insurgés. Parmi les prisonniers
2 se trouvent les généraux de brigade Lon Non, frère cadet du
3 maréchal Lon Nol, et Chhim Chuon, proche du maréchal. D'autres
4 généraux et ministres sont là, inquiets mais essayant de paraître
5 calmes. Nous apprenons que les grands bonzes des deux principales
6 sectes bouddhiques sont déjà venus et ont déjà été renvoyés à
7 leur pagode.

8 [13.42.00]

9 "L'atmosphère a quelque chose de dur. Une section de jeunes
10 soldats khmers rouges est postée dans des trous de combat, dans
11 la pelouse, ainsi que derrière des arbres et des poteaux,
12 mitrailleuses et lance-roquettes braqués sur la scène."

13 Les observations détaillées de Jon Swain sont contenues dans son
14 article publié dans "The Times". Il a vu de ses propres yeux la
15 politique de ségrégation et de ciblage des Khmers rouges, que
16 j'aborderai plus en détail en parlant de l'exécution des
17 officiels de la République khmère. Il a écrit - je cite:

18 "Au Ministère de l'information, un homme vêtu de noir, âgé de 35
19 ans environ, manifestement un responsable, hurle sur les
20 prisonniers au moyen d'un mégaphone et les divise en trois
21 groupes: les militaires, les politiciens, et les civils
22 ordinaires. Les Khmers rouges qui pointent leurs armes sur eux
23 ont l'air sévère. Ils ont l'air fort. On dirait qu'ils viennent
24 d'une autre planète." Fin de citation.

25 [13.43.45]

1 Sydney Schanberg décrit la même ségrégation. Lors de sa
2 comparution, M. Schanberg a résumé ses observations concernant
3 les fonctionnaires de la République khmère qu'il a vus au
4 Ministère de l'information ainsi - je cite: "Ils avaient
5 manifestement peur, et je pense que la plupart d'entre eux
6 savaient qu'ils allaient être exécutés." Fin de citation.
7 Il a également confirmé le passage suivant, extrait de son
8 journal:
9 "Au fur et à mesure de la conversation, Lon Non s'avance
10 discrètement et demande à un journaliste français de demander à
11 l'un des chefs des insurgés si les prisonniers ici présents et
12 les autres fonctionnaires cambodgiens auront le droit de quitter
13 le pays s'ils le souhaitent. Quelques instants plus tard, le
14 journaliste a l'occasion de poser la question. Le chef militaire
15 rit doucement en disant: 'Cela dépendra du gouvernement. C'est
16 eux qui adopteront les règles.' Il dit qu'il n'est qu'un chef
17 militaire, rajoutant que les hauts dirigeants politiques du
18 gouvernement ne sont pas loin de la ville, mais ils ont laissé
19 l'armée arriver avant afin d'organiser les choses." Fin de
20 citation.
21 [13.45.41]
22 Al Rockoff a pris une photographie à l'extérieur du Ministère de
23 l'information à environ 16 heures, lorsqu'il s'y trouvait avec
24 Jon Swain et Sydney Schanberg. Trente-huit années plus tard, il
25 est venu témoigner devant vous. Il était parfaitement conscient

1 de l'importance de cette photographie, en expliquant - je le
2 cite: "Mais ceci est ma photo. Je considère que c'est une photo
3 historique extrêmement importante, une transition." Fin de
4 citation.

5 Quant à ce qui se produisait alors qu'il a pris cette photo, Al
6 Rockoff a indiqué - et je le cite:

7 "L'un des officiers du régime de Lon Nol discutait et essayait de
8 s'expliquer avec les Khmers rouges. Des Khmers rouges
9 observaient. L'un des Khmers rouges prenait une photo des
10 journalistes qui descendaient du camion. J'avais un appareil
11 photo autour du cou. Je ne l'ai pas monté jusqu'à mes yeux.
12 J'avais un objectif grand-angle. J'ai pris une photo alors qu'une
13 personne s'approchait de moi pour me prendre mon équipement." Fin
14 de citation.

15 [13.47.29]

16 Cette photo prouve que, dans les heures suivant leur arrivée à
17 Phnom Penh, les Khmers rouges ciblaient déjà les fonctionnaires
18 de la République khmère et les séparaient. Ce sont des preuves
19 qui mettent... qui mettent à nu les arguments de la Défense, le
20 mythe qu'une telle politique n'aurait jamais existé. Ce mythe de
21 la Défense est d'autant plus mis à nu par des preuves, entendues
22 devant cette Chambre, concernant les généraux de l'ancien régime,
23 dont le général Thach Sary.

24 Sa cousine, Thouch Phandarasar, qui a comparu ici, a expliqué que
25 le général s'est rendu au Ministère de l'information suite à la

1 diffusion des Khmers rouges. Le général Thach Sary a été exécuté
2 aux côtés d'autres dignitaires de la République khmère qui
3 s'étaient présentés au Ministère de l'information. Son décès est
4 confirmé par un rapport de l'Agence France-Presse citant les noms
5 de 54 généraux exécutés par les Khmers rouges. Le brigadier
6 général Chhim Chuon, également détenu au ministère en même tant
7 que le général Thach Sary, figure également sur la liste de ceux
8 qui ont été exécutés.

9 [13.49.33]

10 Au ministère, Sydney Schanberg a assisté à l'arrivée du premier
11 ministre de la République khmère, Long Boret. Par la suite, Long
12 Boret a été exécuté, cette exécution ayant été autorisée par le
13 plus haut niveau de direction du PCK, le Comité pour
14 l'élimination des ennemis. D'après Philip Short, voici les
15 circonstances - je cite: "Long Boret et Lon Nol et d'autres
16 républicains de haut rang, furent emmenés et tués sur les
17 terrains du Cercle sportif, non loin du Ministère de
18 l'information, qui leur avait servi de lieu de détention."
19 M. Schanberg décrit son départ du Ministère de l'information
20 ainsi - je cite: "En quittant le Ministère de l'information, les
21 prisonniers sont conduits à l'intérieur du bâtiment. C'est la
22 dernière fois que nous les avons vus."
23 Après avoir quitté le Ministère des informations (sic), Sydney
24 Schanberg et ses collègues ont constaté que l'évacuation forcée
25 de la ville était en cours. Ici, devant cette Chambre, Sydney

77

1 Schanberg a décrit la population comme ayant été poussée hors de
2 la ville, conduite non pas dans des véhicules, mais poussée comme
3 du bétail hors de la ville, vers les campagnes.

4 [13.51.30]

5 Dans l'heure qui a suivi, Schanberg est arrivé à l'ambassade de
6 France, qui est devenue un refuge pour lui et d'autres étrangers
7 pendant les 13 prochains jours. Là, il a trouvé une situation
8 chaotique qu'il décrit dans son journal - et je cite:

9 "À l'ambassade de France, c'est la pagaille. Les grilles sont
10 fermées pour empêcher la foule de faire irruption dans
11 l'enceinte, mais les gens entrent malgré tout par dizaines,
12 Cambodgiens compris, passant leurs enfants par-dessus la haute
13 clôture aux pieux de fer, puis en jetant leurs affaires de
14 l'autre côté et, enfin, en grim pant eux-mêmes pour passer." Fin
15 de citation.

16 Le prince Sirik Matak a pu accéder à l'ambassade de France malgré
17 sa condamnation à mort ordonnée par Khieu Samphan. Les Khmers
18 rouges étaient déterminés à le trouver et à le tuer. Il fallait
19 exécuter l'ordre. D'autres membres du régime de la République
20 khmère se sont rendus à l'ambassade de France et ont demandé
21 l'asile. Il fallait les rendre aux Khmers rouges.

22 Nous allons vous montrer une autre vidéo.

23 (Présentation d'un document vidéo)

24 [13.54.31]

25 Dans les jours qui ont suivi, le comité khmer rouge qui était en

1 contact avec le consul de France, M. Jean Dyrac, a exigé que tous
2 les Cambodgiens quittent l'ambassade et partent vers le Nord.
3 D'après M. Schanberg, environ 500 Cambodgiens avaient trouvé
4 refuge dans l'enceinte de l'ambassade. Dans son journal, M.
5 Schanberg décrit la séparation de familles qui s'en est suivie
6 lorsque les Cambodgiens ont été forcés de quitter l'ambassade.
7 Un télégramme envoyé par le consul de France au ministère des
8 Affaires étrangères français à Paris, le 21 avril, raconte la
9 séparation des familles et l'expulsion des Cambodgiens de
10 l'enceinte. On y lit - et je cite:
11 "Pour tous, la douleur est insoutenable. Certains se quittent
12 après 15 ou 20 ans de vie commune. Ici, même les hommes pleurent.
13 Hier, un petit garçon est né à l'ambassade. Sa mère doit partir
14 aujourd'hui. Le petit garçon est aujourd'hui mon fils. Nous
15 l'avons adopté." Fin de l'extrait.
16 [13.56.34]
17 M. Schanberg décrit également qu'une fois les Cambodgiens
18 contraints de quitter l'ambassade, le 21 avril, les officiers
19 khmers rouges ont balayé l'enceinte afin d'expulser des
20 Cambodgiens qui y restaient. Alors que les Cambodgiens ordinaires
21 ont été contraints de quitter l'ambassade sous les ordres des
22 Khmers rouges, les hauts fonctionnaires de la République khmère
23 devaient être rendus aux forces khmères rouges. Ceci est décrit,
24 d'ailleurs, dans des télégrammes de l'ambassade de France.
25 Un télégramme envoyé le 18 avril 1975 et intitulé "Asile

1 politique" confirme que plusieurs dignitaires se trouvaient dans
2 l'enceinte de l'ambassade. Parmi eux, Sirik Matak, la princesse
3 Mom Manivong, Ung Boun Hor, président de l'Assemblée nationale de
4 la République khmère, et M. Loeung Nal, Ministre de la santé de
5 la République khmère.

6 Dans ce télégramme, Dyrac écrit - je cite: "Sauf ordre express et
7 immédiat du département m'enjoignant d'accorder l'asile
8 politique, je devrai, dans un délai qui ne pourra excéder 24
9 heures, livrer le nom de ces personnalités." Fin de citation.

10 [13.58.27]

11 Un autre télégramme du 20 avril confirme que, ce jour-là, Sirik
12 Matak et les autres personnes citées dans le précédent télégramme
13 ont été rendus aux Khmers rouges.

14 Ces preuves font état des recherches organisées et systématiques
15 menées par les Khmers rouges afin de dénicher des fonctionnaires
16 de la République khmère qui devaient être exécutés. Comme décrit
17 par Amnistie internationale lors d'une conférence de presse, en
18 novembre 1975, Ieng Sary a publiquement confirmé l'exécution de
19 Long Boret, Sirik Matak et Lon Non. Les preuves dans ce dossier
20 démontrent également l'exécution organisée de centaines d'autres
21 officiers et fonctionnaires de la République khmère lors de
22 l'évacuation de Phnom Penh et immédiatement après.

23 Mesdames et Messieurs les juges, j'aborderai maintenant les
24 preuves concernant les crimes commis lors du transfert forcé de
25 la population, dans l'évacuation de Phnom Penh d'avril 1975, et

1 les déplacements forcés de la population civile vers les zones
2 Nord et Nord-Ouest à partir de septembre 75.

3 [14.00.07]

4 Les preuves que vous avez entendues démontrent au-delà de tout
5 doute raisonnable l'existence d'une entreprise criminelle commune
6 destinée à commettre ces crimes, l'intention criminelle
7 qu'avaient Nuon Chea et Khieu Samphan de commettre ces crimes
8 ainsi que la violence et la brutalité avec lesquelles ces crimes
9 ont été perpétrés.

10 Comme je l'ai dit au début de mon exposé, le fil rouge qui relie
11 tous ces événements, c'est le recours à une violence extrême
12 contre une population civile.

13 Le 17 avril 75, ainsi que les jours et semaines qui ont suivi,
14 des dizaines de milliers de personnes ont été tuées suite aux
15 conditions inhumaines qui leur ont été imposées au cours d'une
16 marche forcée ainsi que peu de temps après leur arrivée dans les
17 coopératives et sur les chantiers gérés par le PCK. Nombre
18 d'entre eux ont été exécutés au cours de l'évacuation, et des
19 millions ont été victimes du transfert forcé effectué dans des
20 conditions inhumaines.

21 [14.01.43]

22 Le transfert forcé des habitants de Phnom Penh a été un
23 cataclysme. Les souffrances humaines à très grande échelle
24 étaient le résultat direct et inéluctable de l'ordre selon lequel
25 il fallait évacuer la ville sans exception. L'expert Philip Short

1 évoque ceci dans son livre - je cite:

2 "Faire quitter à plus de deux millions et demi d'individus une
3 métropole surpeuplée avec seulement quelques heures de préavis,
4 sans avoir prévu de lieux d'hébergement, d'infrastructures
5 médicales, de transports gouvernementaux et de ravitaillement, ne
6 pouvait qu'entraîner des souffrances humaines d'une ampleur
7 colossale." Fin de citation.

8 Et j'aimerais à présent présenter un autre extrait vidéo:

9 (Présentation d'un document vidéo)

10 [14.04.14]

11 Philip Short a également dit durant sa déposition que les
12 immenses souffrances infligées aux civils durant l'évacuation
13 forcée des villes, en avril 75, ne constituaient pas une
14 exception. Au contraire, a-t-il dit, c'était là un aspect typique
15 du traitement que le PCK a infligé aux civils durant tout ce
16 régime. Je cite Philip Short:

17 "Durant l'évacuation, les Khmers rouges ont été implacables. Ils
18 poursuivaient une idée fixe. Ils ne se souciaient pas des valeurs
19 humaines, des souffrances humaines, des valeurs individuelles. On
20 retrouvait toujours la même démarche et, dans bien des cas, les
21 mêmes finalités, avec un grand nombre de morts en cours de route.
22 Voilà ce qui caractérisait ces programmes. Et tout cela se
23 retrouve dès la toute première étape, à savoir l'évacuation des
24 villes." Fin de citation.

25 L'évacuation a été mise en œuvre rapidement.

1 Chan Sopheap, une partie civile venue déposer dans ce prétoire, a
2 décrit la détermination et la rapidité avec lesquelles les
3 soldats khmers rouges ont forcé les civils à quitter leurs
4 maisons. Je cite cette partie civile:
5 "Le 17 avril 75, moi-même, comme les autres habitants de Phnom
6 Penh, j'ai été immédiatement forcée à quitter la ville. J'avais
7 13 frères et sœurs. Avec mes parents, nous étions donc 15. La
8 guerre était finie. J'espérais que la paix viendrait. Mais bien
9 au contraire, vers 9 heures du matin, des soldats khmers rouges
10 armés sont entrés chez nous. Ils nous ont dit de quitter la
11 maison pour trois jours, au motif qu'ils devaient se débarrasser
12 de l'ennemi. Mes parents avaient déjà préparé le repas, mais nous
13 n'avons même pas pu manger. Un autre groupe de soldats est venu
14 nous forcer à partir." Fin de citation.

15 [14.07.08]

16 Les soldats khmers rouges qui ont expulsé les habitants de la
17 ville étaient lourdement armés. Ils étaient disciplinés et bien
18 organisés.

19 Dans son journal, Sydney Schanberg a décrit comment ces soldats
20 agissaient - je cite:

21 "Des équipes de soldats insurgés brandissant revolvers et fusils,
22 criant à voix nue ou au porte-voix, ordonnent aux gens de quitter
23 leurs habitations sur-le-champ. Les insurgés tirent des coups de
24 feu en l'air pour ne laisser aucun doute sur leurs intentions."
25 Fin de citation.

83

1 Précisant ce passage au cours de sa déposition, voici ce qu'a dit
2 M. Schanberg - je cite: "Il était clair qu'ils essayaient de les
3 faire sortir de chez eux et de les pousser sur les routes
4 rapidement, et cela a marché." Fin de citation.
5 Sum Chea était précisément un de ces soldats khmers rouges. Il a
6 fait devant vous une déposition détaillée et percutante, et je
7 vais m'y référer à plusieurs reprises. Avec les mots simples d'un
8 soldat, il a décrit, durant sa déposition, en quoi consistait son
9 travail - je cite: "Notre mission était d'évacuer tous les
10 habitants de la ville. Il fallait faire tout ce qui était
11 nécessaire pour que les gens s'en aillent." Fin de citation.
12 D'après Sum Chea, il a fallu cinq jours pour vider la ville de
13 l'essentiel de sa population.
14 Et j'aimerais à présent présenter un autre extrait vidéo.
15 (Présentation d'un document vidéo)
16 [14.11.15]
17 Comme l'a indiqué Sum Chea, la mise en œuvre de cet ordre brutal
18 ne devait souffrir aucune exception. Tout le monde devait partir.
19 Chaque maison, chaque école, chaque hôpital, chaque lieu de
20 travail, partout où il y avait des gens, il fallait faire le
21 vide.
22 Voici ce qu'a déclaré Denise Affonço dans sa déposition - je
23 cite: "Si nous n'étions pas partis, ils nous auraient considérés
24 comme des traîtres et des impérialistes et comme des gens à la
25 solde du régime précédent et ils nous auraient massacrés." Fin de

1 citation.

2 Mme Denise Affonço a également dit ceci au sujet du comportement
3 des forces khmères rouges - je cite: "Ils sont passés dans les
4 rues. Ils criaient leurs ordres depuis la rue et, ensuite, ils
5 passaient de maison en maison, d'appartement en appartement, pour
6 répéter l'ordre d'évacuer la ville. Nous n'avions absolument pas
7 le choix." Fin de citation.

8 [14.12.38]

9 Comme Mme Affonço, les autres témoins s'accordent à dire qu'ils
10 n'avaient d'autre choix que de quitter la ville. De par ce que
11 les Khmers rouges disaient et constatant également leur
12 comportement, les résidents savaient que, s'ils refusaient
13 d'obéir à cet ordre, ils seraient frappés, maltraités ou tués.
14 Ces gens ont quitté leurs maisons car ils craignaient pour leur
15 vie.

16 Je ne citerai que quelques autres récits de témoins et de parties
17 civiles à titre de démonstration.

18 Je cite Po Dina: "Ils nous ont avertis que, si nous ne partions
19 pas immédiatement, ils détruiraient tout, et ils ont également
20 menacé de nous tuer." Fin de citation.

21 Yim Sovann: "Ayant été menacés, nous devons nous préparer, faire
22 nos bagages et partir." Fin de citation.

23 Aun Phally: "Chacun devait se conformer aux ordres des Khmers
24 rouges. Nous devons aller là où ils voulaient." Fin de citation.

25 Je cite Chheng Eng Ly: "Je n'ai eu d'autre choix que de quitter

1 ma maison." Fin de citation.

2 Bay Sophany: "Je n'ai pas quitté ma maison de mon plein gré." Fin
3 de citation.

4 Chau Ny: "Les soldats khmers rouges ont fait une annonce en
5 demandant aux gens de quitter Phnom Penh. À l'époque, j'ai
6 entendu des coups de feu. J'ai aussi entendu des gens qui
7 hurlaient, à la recherche de leurs parents et amis, alors qu'ils
8 se préparaient à partir. Les Khmers rouges étaient armés. Ils se
9 sont approchés de la maison de mon frère et ont crié que nous
10 devons tous partir." Fin de citation.

11 [14.15.03]

12 Comme le prouve le récit de Chau Ny, la force armée a été
13 utilisée pour s'assurer que la population se conforme à l'ordre
14 d'évacuation.

15 Mom Sam Oeurn en donne une illustration très vivante. Le 17 avril
16 75, cette personne vivait avec sa famille, sa grande famille, à
17 Phnom Penh. Elle décrit ce qui s'est produit quand les soldats
18 khmers rouges sont entrés chez elle. Je cite:

19 "Les soldats khmers rouges sont venus me menacer en disant qu'il
20 fallait partir. Je me suis alors précipitée vers le coffre-fort
21 pour y former la combinaison. J'étais occupée de le faire quand
22 quelqu'un a braqué une arme sur moi et m'a forcée à quitter la
23 maison. Mon mari a dû partir avec notre fille cadette ainsi qu'un
24 peu d'affaires. Ils ont dû emprunter une autre direction que la
25 nôtre." Fin de citation.

1 Or Ry a également dit avoir été menacé par des soldats khmers
2 rouges armés. Je cite: "Ils étaient armés et ils utilisaient
3 leurs armes pour chasser la population. Ils menaçaient de tuer
4 quiconque se refuserait à partir, et donc nous avons tous dû nous
5 en aller." Fin de citation.

6 [14.16.40]

7 Bay Sophany a déclaré ceci - je cite: "Ils tiraient en l'air et
8 ils nous ont chassés de chez nous." Fin de citation.

9 Je cite Aun Phally: "J'ai vu des gens tirer et pointer leur arme
10 sur d'autres. Je pense que ma famille l'a vu et les autres
11 familles aussi." Fin de citation.

12 Yim Roumdoul a dit comment les soldats khmers rouges avaient, à
13 plusieurs reprises, tiré sur sa maison pour en chasser les
14 résidents. Je cite: "Le soir, mon grand-père, qui était
15 partiellement paralysé, était au lit. Nous n'étions pas encore
16 partis de Phnom Penh. Les Khmers rouges ont tiré sur notre
17 maison, peut-être avec des M16 ou des AK-47, mais nous sommes
18 restés malgré tout dans la maison. Ma grand-mère a allumé la
19 lumière, et, à ce moment-là, les Khmers rouges ont à nouveau tiré
20 sur la maison. À ce moment-là, nous tous, y compris mes parents
21 et mon oncle, avons décidé de partir." Fin de citation.

22 Pech Srey Phal a raconté qu'elle avait vu des gens être menacés
23 et frappés. Je cite: "Les soldats khmers rouges frappaient ceux
24 qui refusaient de partir. J'ai vu des gens se faire frapper à
25 coups de crosse de fusil. J'ai vu cela près du marché de Khleang

1 Rumsev." Fin de citation.

2 [14.18.24]

3 Les soldats khmers rouges étaient également déployés pour
4 empêcher les gens de rentrer chez eux.

5 Je vais citer Sum Chea: "Il y avait des groupes de soldats
6 déployés pour protéger la ville et s'assurer que les gens ne
7 puissent pas faire demi-tour et rentrer. Et, effectivement, il a
8 été impossible à qui que ce soit de rentrer en ville après en
9 être parti." Fin de citation.

10 En résumé, la ville devait être vidée immédiatement, coûte que
11 coûte. Tous les habitants devaient partir, sans exception, sans
12 merci, sans compassion.

13 Mesdames, Messieurs les juges, je vais vous poser une question: y
14 a-t-il un seul Cambodgien qui serait prêt à laisser mourir au
15 bord de la route un membre de sa famille? C'est exactement ce que
16 les Khmers rouges ont forcé notre peuple à faire.

17 [14.19.19]

18 Les preuves existantes viennent également démontrer que les
19 forces khmères rouges assassinaient les résidents de la ville qui
20 n'obéissaient pas assez vite à leurs ordres.

21 Selon nous, tous les crimes commis contre les évacués - à savoir
22 traitements inhumains, tortures, exécutions, ainsi que le grand
23 nombre de morts en cours de route - faisaient partie de manière
24 intrinsèque du plan criminel commun consistant à évacuer les
25 villes. Ces crimes sont le résultat direct et immédiat des ordres

1 rendus par le Centre du PCK.

2 Comme Sum Chea l'a dit dans sa déposition - je cite: "Si nous
3 n'avions pas maltraité certaines personnes, nous ne serions pas
4 parvenus à vider la ville." Fin de citation.

5 Les crimes commis durant l'évacuation cadrent avec tout ce que
6 les dirigeants du PCK, y compris les accusés, avaient fait et
7 autorisé avant cet événement. Cela cadrerait également avec tout ce
8 qu'ils allaient faire par la suite. Comme je l'ai déjà dit, les
9 soldats khmers rouges étaient formés et endoctrinés pour
10 considérer les citoyens comme leurs ennemis.

11 [14.21.02]

12 Il importe de relever que d'anciens soldats khmers rouges sont
13 venus confirmer dans ce prétoire qu'aucune règle ne les empêchait
14 de maltraiter ou de tuer les évacués.

15 Ainsi, M. Kung Kim a dit ceci dans sa déposition - je cite: "Il
16 n'existait aucune règle interdisant de tirer sur les gens." Fin
17 de citation.

18 Dans son mémoire, Khieu Samphan soutient que l'évacuation forcée
19 se justifiait par la menace imminente de bombardements
20 américains. Il s'agit d'un mensonge flagrant. Il s'agit
21 précisément du mensonge que les forces khmères rouges ont raconté
22 aux évacués le 17 avril.

23 L'affirmation selon laquelle la ville était sur le point d'être
24 évacuée n'avait aucun fondement le 17 avril 75, pas plus qu'elle
25 n'en a aujourd'hui. Il s'agissait là d'une invention délibérée

1 dont l'objectif manifeste était de rendre la population plus
2 obéissante, de manière à ce que les forces du PCK puissent plus
3 facilement exécuter leur mission, et c'est exactement la même
4 invention que l'on essaie à présent de vous faire accepter.

5 [14.22.58]

6 Il n'y avait aucune menace de bombardement. D'ailleurs, beaucoup
7 de témoins sont venus le dire dans ce prétoire. Cela ressort
8 aussi clairement des preuves documentaires dont vous êtes saisis.
9 Les bombardements américains contre le Cambodge avaient pris fin
10 dès 1973, suite à une loi adoptée par le congrès américain. Le
11 régime de la République khmère avait été renversé, sa force
12 aérienne avait été anéantie. Il n'y avait absolument aucune
13 menace de bombardement. Il n'y avait aucun ennemi dans le ciel.
14 En vérité, du point de vue des dirigeants du PCK, les seuls vrais
15 ennemis étaient ceux qui étaient en ville, et il fallait
16 s'occuper d'eux en les disloquant, en les réprimant et en les
17 soumettant au règne de terreur du PCK.

18 Le traitement proprement inhumain infligé aux civils pendant
19 l'évacuation elle-même vient démentir l'idée que les évacuations
20 auraient pu avoir pour but de protéger la population plutôt que
21 de la punir.

22 Au moment d'apprécier les affirmations proprement ridicules de la
23 Défense concernant la prétendue crainte d'un bombardement, il
24 convient de se poser les questions suivantes: premièrement, si
25 les dirigeants pensaient vraiment que des bombardements étaient

90

1 imminents, pourquoi sont-ils entrés dans Phnom Penh,
2 personnellement accompagnés de tout leur entourage? Deuxièmement,
3 pourquoi est-ce que tous les membres haut placés du Parti se sont
4 retrouvés dans la capitale durant les journées qui ont suivi
5 l'évacuation? Troisièmement, si Phnom Penh allait être bombardée,
6 pourquoi est-ce que chaque ville, chaque agglomération a été,
7 elle aussi, évacuée? Quatrièmement, pourquoi n'ont-ils pas laissé
8 les gens rester à proximité de la ville pour pouvoir y retourner
9 quelques jours après le 17 avril?

10 [14.25.48]

11 Ne nous laissons pas duper. Même certains évacués ont compris, le
12 17 avril, que cette idée de bombardements imminents était une
13 invention.

14 Pin Yathay vous a livré, Mesdames et Messieurs les juges, les
15 réflexions suivantes - je cite:

16 "Pourquoi les Américains auraient-ils pris la peine de bombarder
17 Phnom Penh, puisqu'ils avaient déjà quitté la ville et le pays?
18 Ils avaient quitté le pays dès le mois d'avril. La guerre était
19 terminée. Pourquoi nous auraient-ils bombardés?" Fin de citation.

20 Bien sûr, tôt ou tard, tous finiraient par apprendre la vérité.

21 Beaucoup de gens, parmi lesquels d'anciens soldats khmers rouges,
22 ont eu le courage de venir dire la vérité devant cette Chambre.

23 Je ferai référence à quelques témoignages.

24 Chau Ny: "Je n'ai jamais entendu que des bombes aient été lâchées
25 par des avions de guerre américains." Fin de citation.

1 Meas Saran: "Aucune bombe n'a été larguée. Je me disais que
2 c'était un mensonge." Fin de citation.

3 Chum Sokha: "Arrivés dans notre village, nous savions que le plan
4 ne consistait pas à évacuer la population au motif d'un
5 bombardement imminent." Fin de citation.

6 [14.27.36]

7 Sum Chea, ancien soldat khmer rouge, a, quant à lui, dit ceci:
8 "Cela faisait partie d'un plan. Il s'agissait de bernier la
9 population en prétendant que des combats éclateraient très
10 rapidement et que tout le monde mourrait. Ce faisant, ils
11 pensaient pouvoir vider la ville rapidement." Fin de citation.

12 À présent, je vais aborder plus en détail les preuves des
13 conditions inhumaines qui ont été infligées aux évacués.

14 À compter du moment où les habitants de Phnom Penh ont quitté
15 leurs maisons et se sont lancés dans ce voyage forcé vers
16 l'inconnu, c'était des esclaves et des prisonniers des forces
17 armées khmères rouges qui les escortaient.

18 Je vais citer Pech Srey Phal: "L'atmosphère était très tendue.
19 Les Khmers rouges ne nous laissaient pas nous déplacer librement.
20 Tout au long de la route, nous avons été escortés par des soldats
21 khmers rouges armés." Fin de citation.

22 [14.28.57]

23 Les rues étaient bondées d'évacués. Il y avait là des hommes, des
24 femmes, des enfants, des personnes âgées, des amputés, des gens
25 en chaise roulante, ainsi que des patients d'hôpitaux. La grande

1 majorité d'entre eux se déplaçait à pied, certains poussaient un
2 tricycle, un vélo, une brouette pour transporter leurs affaires
3 ou encore des parents malades. Certains avaient une voiture, mais
4 les voitures sont rapidement tombées à court d'essence. Elles ont
5 ainsi été abandonnées ou confisquées par les Khmers rouges.
6 Les conditions imposées aux évacués ont provoqué d'énormes
7 souffrances. Ainsi, les évacués ont dû avancer à un rythme
8 extrêmement lent, exposés aux éléments durant le mois le plus
9 chaud de l'année, sans endroit pour s'abriter, sans eau, sans
10 nourriture, sans soins médicaux. Ils étaient privés de liberté et
11 faisaient l'objet de menaces et de mauvais traitements en
12 permanence.
13 Cette marche a duré des jours, et pour certains évacués, des
14 semaines. La mort était inévitable et s'en est suivie dans des
15 milliers de cas.
16 Dans le cadre de ce réquisitoire, il est impossible de présenter
17 un récit complet de ces souffrances. Je ne pourrai que présenter
18 quelques extraits de cette vaste scène de misère et de mort.
19 [14.30.56]
20 Alors que chacun des millions d'évacués a souffert, cette
21 évacuation a eu un effet d'autant plus grave sur les malades, les
22 blessés, les personnes âgées, les femmes enceintes et les très
23 jeunes.
24 Chheng Eng Ly a souligné l'effet atroce de l'évacuation sur les
25 personnes âgées - et je cite: "Les personnes âgées, en général -

1 et ma mère en faisait partie -, étaient choquées et n'avaient
2 guère le choix que de quitter leurs maisons, ayant été
3 contraintes à bout de fusil."
4 François Ponchaud a vu des blessés, des malades, sur le boulevard
5 Monivong, qui avaient été contraints de quitter les hôpitaux en
6 pleine saison chaude. Il a dit ici que les conséquences
7 prévisibles étaient que, tôt ou tard, ils allaient mourir.
8 C'était le seul résultat possible.
9 Ceux qui étaient dans l'impossibilité physique de partir et qui
10 n'avaient pas de parents pour les aider étaient abandonnés pour
11 mourir. Sydney Schanberg a témoigné en disant que les malades qui
12 ne pouvaient être déplacés étaient laissés seuls dans les
13 hôpitaux pour mourir et mourir de faim. Yim Sovann était témoin
14 de ces malades laissés pour morts à l'hôpital de Borei Keila.
15 [14.32.45]
16 Meas Saran, qui était infirmier, a témoigné ici, devant cette
17 Chambre, en disant que le personnel médical a été contraint
18 d'abandonner des centaines de blessés et de malades. Parmi eux,
19 une fillette de huit ans qui avait été éviscérée. La fillette l'a
20 attrapé par la chemise et l'a supplié de l'emporter avec "elle",
21 mais il était obligé de la laisser derrière avec les autres. Il a
22 dit - je cite: "Très honnêtement, j'avais beaucoup de peine à
23 abandonner les patients. Je ne pouvais plus rien faire. Je me
24 disais que, si je les laissais derrière, soit ils allaient
25 mourir, soit les Khmers rouges viendraient les aider, et, là, ils

1 survivraient." Fin de citation.

2 Et Sum Chea a confirmé le même... les mêmes scènes à l'hôpital
3 aujourd'hui appelé l'hôpital Calmette. Sydney Schanberg a
4 également observé des patients malades le long de la route,
5 quittant la ville, y compris des patients poussés sur des lits et
6 toutes sortes de choses, avec des bouteilles de sérum accrochées
7 aux lits. Ils étaient tous forcés à quitter la ville. Et de
8 rajouter: "Je n'ai vu aucun soin médical apporté par des médecins
9 ou des infirmières."

10 [14.34.32]

11 M. Nou Hoan a raconté en détail la souffrance et la mort liées à
12 ces évacuations. Je cite:

13 "Il y avait une foule de gens sur la route. Nous étions en pleine
14 saison sèche, et il faisait très chaud. Les gens étaient choqués.
15 Ils ont emporté peu d'affaires avec eux. Certains n'avaient même
16 pas de chaussures ou de sandales et ont même utilisé des feuilles
17 de bananes sur les pieds. Certains avaient perdu leurs enfants et
18 leurs familles. La situation était chaotique. Nous ignorions
19 notre destination, ni où nous pourrions obtenir à manger. Et il y
20 avait des mouches, des mouches partout, comme un nuage
21 d'abeilles. Certaines personnes sont mortes, abandonnées le long
22 de la route. Les malades ne trouvaient personne pour les aider.
23 Et Angkar nous forçait à avancer, donc certains d'entre nous ont
24 été contraints d'abandonner derrière nous des membres de notre
25 famille qui étaient malades."

1 Chau Ny a comparu et a dit qu'il y avait des malades qui
2 tombaient ou qui étaient assis le long de la route. Il y avait
3 des morts. Personne ne pouvait aider qui que ce soit.
4 [14.36.14]
5 François Ponchaud a dit avoir vu des personnes infirmes qui
6 rampaient tels des vers de terre.
7 Mom Sam Oeurn a vu des patients d'hôpitaux avec des perfusions,
8 qui avaient du mal à marcher, le long de la route.
9 Bay Sophany a vu des patients avec des masques d'oxygène.
10 Lay Bony a vu des femmes accoucher et faire des fausses couches
11 dans la rue.
12 Seng Sivutha, qui avait neuf ans à l'époque, dans son témoignage,
13 raconte qu'elle ne pouvait s'empêcher de pleurer lorsqu'elle
14 était contrainte de marcher parmi ces cadavres, lorsqu'elle a vu
15 cet homme qui agonisait dans la rue, qui pleurait, alors que son
16 corps était recouvert de fourmis.
17 Pin Yathay a vu deux femmes qui s'étaient pendues, à deux
18 endroits différents.
19 Pech Srey Phal, une mère qui venait d'accoucher, a raconté son
20 chagrin alors que son bébé est mort de faim et de soif. Je la
21 cite:
22 "Je n'avais pas de lait maternel pour nourrir mon nouveau-né. Je
23 n'avais pas de médicament, je n'avais pas de lait. Mon bébé est
24 mort pendant l'évacuation, et je ne savais même pas quoi faire de
25 son corps. On m'a dit d'enterrer mon bébé dans la forêt, tel un

1 animal."

2 [14.38.10]

3 Elle décrit encore l'absence totale d'égard pour les vies
4 humaines dont les Khmers rouges ont fait preuve. Je la cite:

5 "En route, les personnes essayaient de rentrer à Phnom Penh pour
6 aller chercher leurs affaires. Les Khmers rouges les en ont
7 empêché. Également, en route, si un membre de leur famille
8 tombait malade et qu'ils voulaient l'accompagner, ils étaient
9 contraints, menacés par les soldats khmers rouges, qui tiraient
10 en l'air pour les menacer et les forcer de partir."

11 Mom Sam Oeurn décrit les mauvais traitements infligés aux civils
12 par les soldats khmers rouges. Je cite:

13 "Les soldats khmers rouges menaçaient les gens d'aller plus vite.
14 Ils pointaient leurs fusils sur eux. Je voyais des cadavres, des
15 femmes enceintes en difficulté. Nous étions strictement
16 surveillés par les soldats khmers rouges."

17 [14.39.36]

18 Kim Vanndy avait 12 ans alors qu'elle était évacuée de la ville
19 en direction du pont Chrouy Changva. Il a vu un homme qui avait
20 été séparé de ses enfants. Voici ce qu'il a dit en témoignant:

21 "J'ai vu un homme qui criait qu'il avait perdu ses enfants. Il
22 s'est approché d'un soldat khmer rouge en demandant
23 l'autorisation de retourner et de chercher ses enfants, mais le
24 soldat khmer rouge lui a répondu en criant qu'il fallait avancer,
25 sinon il allait mourir. Il a bien employé le terme 'mort'.

1 Ensuite, cet homme s'est mis à genoux pour supplier le soldat
2 khmer rouge, et celui-ci l'a frappé au dos avec son fusil, et
3 l'homme est tombé le visage par terre." Fin de citation.

4 Les routes étaient bondées, et les familles étaient très souvent
5 séparées. Beaucoup de gens ignoraient où ils allaient et pendant
6 combien de temps ils marcheraient. Ils avaient d'autant plus
7 peur.

8 Denise Affonço vous a dit, Mesdames et Messieurs les juges: "Nous
9 ignorions totalement notre destination. Ça, c'était encore pire."

10 [14.41.44]

11 Les dirigeants du PCK, qui étaient des gens instruits,
12 sophistiqués, savaient que le déplacement forcé d'un tel nombre
13 de personnes entraînerait inévitablement une misère humaine
14 énorme et des morts à grande échelle, et pourtant ils n'ont
15 apporté aucune assistance aux évacués, même pas à ceux qui
16 étaient visiblement malades ou en difficulté.

17 Sum Chea, un ancien soldat des khmers rouges qui a comparu ici, a
18 indiqué que l'on n'a pas expliqué aux soldats où, comment ou
19 quand les évacués pourraient trouver à manger ou à boire. En
20 fait, il a dit: "Chacun devait se débrouiller. Il n'y avait
21 aucune politique qui consistait à les aider."

22 Et des experts le confirment.

23 David Chandler a décrit les conditions du transfert forcé comme
24 étant extrêmement dures dès le début.

25 Et Philip Short en a parlé davantage en détail ici, devant cette

1 Chambre. Pour le citer:

2 "Dans des circonstances plus normales, un tel déplacement de
3 population aurait été extrêmement bien préparé. Il y aurait eu
4 des stations médicales ou, au moins, une aide médicale le long de
5 la route. Éventuellement, des transports auraient été organisés,
6 ainsi que la nourriture. Mais rien de tout cela n'a été fait."

7 [14.44.07]

8 M. LE PRÉSIDENT:

9 Merci, Madame le procureur.

10 Nous allons prendre une pause et reprendre à 15 heures.

11 L'audience est suspendue.

12 (Suspension de l'audience: 14h44)

13 (Reprise de l'audience: 15h01)

14 M. LE PRÉSIDENT:

15 Reprise de l'audience.

16 La parole est à présent rendue à l'Accusation, qui pourra

17 poursuivre l'exposé de ses réquisitions finales.

18 Mme CHEA LEANG:

19 Merci, Monsieur le Président.

20 J'aimerais à présent poursuivre mon exposé.

21 Confrontés à ces souffrances énormes, les dirigeants du PCK ont

22 rejeté toute offre d'aide internationale et ont empêché la

23 Croix-Rouge de prêter assistance aux évacués.

24 Ieng Phan, un ancien cadre, est venu déposer dans ce prétoire. Il

25 a dit - je cite: "À l'époque, ils utilisaient l'expression 'il

1 faut compter sur soi-même'." Fin de citation.

2 [15.03.27]

3 Sur le terrain, à Phnom Penh, le représentant de l'ONU au
4 Cambodge, Fernand Scheller, a offert aux Khmers rouges une aide
5 humanitaire pratique. Il a relaté à Sydney Schanberg qu'il avait
6 reçu rapidement une réponse négative. Je cite:

7 "Ce sont comme des extra-terrestres. Je leur ai dit que j'étais à
8 leur disposition au cas où ils souhaiteraient recevoir notre
9 aide. Je leur ai dit que j'avais 42 experts qui étaient prêts, à
10 Bangkok, à revenir pour aider. Ils ont rigolé." Fin de citation.

11 Dans son journal, M. Schanberg a aussi consigné une conversation
12 qu'il a eue, le 18 avril, avec Murray Carmichael, un chirurgien
13 de la Croix-Rouge incapable de contenir sa colère face à la
14 catastrophe humaine qui se faisait jour. Je cite:

15 "'Ils n'ont pas la moindre pensée humanitaire dans la tête',
16 conclut Murray Carmichael, un médecin de l'équipe chirurgicale de
17 la Croix-Rouge, décrivant l'évacuation d'un hôpital hier. 'Ils
18 ont jeté tout le monde dehors, même les paralytiques, les cas
19 critiques, les gens sous perfusion. Beaucoup vont mourir. C'était
20 tout bonnement horrible', rapporte Carmichael."

21 [15.05.44]

22 Et Schanberg de poursuivre: "Les insurgés ont forcé Carmichael à
23 abandonner un patient en pleine opération à la clinique de la
24 Croix-Rouge de l'hôtel Le Phnom." Fin de citation.

25 Dans ces conditions, l'absence délibérée d'assistance ne pouvait

100

1 qu'être la marque de mauvais traitements délibérés. Dans ces
2 circonstances, la mort de milliers de personnes était non
3 seulement prévisible, mais également inéluctable. Et, comme je
4 l'ai dit, la mort de milliers de personnes était inhérente à la
5 décision même du Centre du Parti d'évacuer la ville.
6 Khieu Samphan a félicité pour tout cela les forces conquérantes,
7 les qualifiant de libérateurs du peuple, et ce, dans un discours
8 de victoire diffusé aux petites heures du 22 avril 1975, dans la
9 matinée. Pour citer les termes employés par Khieu Samphan - je
10 cite: "L'ennemi est mort dans d'atroces souffrances." Fin de
11 citation.
12 [15.07.12]
13 J'ai déjà décrit certaines des preuves dont sont saisis les
14 juges, lesquelles attestent du grand nombre de morts ayant
15 résulté des conditions extrêmes auxquelles ont été soumis les
16 évacués. Je vais à présent traiter plus en détail les éléments de
17 preuve ayant trait à ces décès.
18 L'évacuation forcée de la population de Phnom Penh a provoqué
19 environ 20000 morts au total. Dans son étude empirique, Ben
20 Kiernan a conclu qu'il était probable que 10600 personnes soient
21 mortes en chemin, entre Phnom Penh et leur destination initiale.
22 Selon ses estimations, 10000 autres personnes sont mortes
23 exécutées durant les évacuations.
24 Mesdames, Messieurs les juges, vous avez entendu des témoignages
25 sur les nombreuses exécutions de civils auxquelles se sont livrés

1 les soldats khmers rouges. Les habitants étaient tués, qui pour
2 avoir quitté sa maison trop lentement, qui pour avoir refusé de
3 partir, qui pour avoir emmené trop d'affaires avec soi, qui pour
4 avoir simplement ignoré les ordres des forces khmères rouges.

5 [15.09.08]

6 Yim Sovann a décrit l'un de ces événements dans les termes
7 suivants - je cite:

8 "Ils étaient armés, y compris les hommes, les femmes qui
9 portaient l'écharpe rouge. Ils nous ont dit que l'Angkar suprême
10 nous demandait de partir. Ils nous ont donné seulement 15 minutes
11 pour le faire. En cas de refus, ils prendraient des mesures. Au
12 marché d'Orussey, j'ai vu qu'une maison était verrouillée à mon
13 retour du marché. Les Khmers rouges ont frappé à la porte.
14 Personne n'a ouvert. Ils ont fait exploser le verrou à coups de
15 feu et, quand les gens sont sortis, ils les ont abattus. Je me
16 suis enfui." Fin de citation.

17 Pin Yathay, à qui j'ai déjà fait allusion, a confirmé devant
18 cette Chambre le récit suivant de son livre - je cite:

19 "Nous n'avions parcouru que 800 mètres environ quand j'ai entendu
20 un coup de feu. Dans la rue gisait le corps d'un jeune homme. Il
21 avait environ 18 ans. À une quinzaine de mètres se trouvait un
22 soldat, son AK-47 encore fumant. Une minute plus tard, nous avons
23 appris que le garçon avait oublié quelque chose chez lui. Il
24 avait fait demi-tour, faisant fi de l'instruction du soldat. Il
25 était sur le point de rentrer dans sa maison lorsque le soldat

1 l'a abattu. Ce soldat s'était exclamé: 'Voilà ce qui arrive aux
2 récalcitrants.'

3 [15.11.16]

4 Les soldats khmers rouges tuaient également les évacués qui
5 opposaient une résistance lorsque les Khmers rouges essayaient de
6 leur voler les affaires qu'ils avaient emportées.

7 Au cours de sa déposition ici, dans ce prétoire, Thouch
8 Phandarasar a dit ce qui suit - je cite:

9 "J'ai soudain entendu une voix disant: 'Donne-moi ta montre.'
10 C'était une voix très agressive. J'avais peur de perdre mes
11 enfants, que j'avais attachés ensemble. J'ai ensuite entendu un
12 coup de feu, puis j'ai vu un homme qui venait de se faire
13 abattre. C'est à ce moment-là que j'ai compris que la situation
14 était extrêmement grave. Nous avons très, très peur." Fin de
15 citation.

16 Les soldats khmers rouges ont été jusqu'à assassiner des
17 nourrissons qui geignaient parce qu'ils avaient faim.

18 Chheng Eng Ly a rapporté aux juges ce qu'elle avait vu. Je cite:

19 "Nous étions en train de quitter Phnom Penh. Nous étions en train
20 de marcher sur la route numéro 1, qui enjambe le pont Monivong.

21 J'ai vu un bébé qui criait. Il rampait par terre, auprès du corps
22 inerte de sa mère. J'ai voulu emporter ce bébé, je voulais le
23 prendre avec moi, mais je n'ai pas eu le temps de le faire car,
24 immédiatement, un soldat s'est emparé de ce bébé. Mais,
25 soudainement, les soldats ont écartelé le bébé. C'était un

103

1 spectacle effroyable. Je n'aurais jamais imaginé qu'un être
2 humain puisse faire une chose pareille."

3 [15.13.28]

4 Le mépris complet pour les citadins et pour la vie humaine
5 s'était inculqué... était inculqué aux soldats khmers rouges.

6 Ceux-ci étaient autorisés à tuer à leur guise.

7 J'ai déjà fait allusion à la déposition de Kung Kim, un ancien
8 soldat khmer rouge, qui a dit que les Khmers rouges n'étaient pas
9 punis lorsqu'ils tuaient des civils. Voici un autre extrait
10 pertinent de son procès-verbal d'audition. Je cite: "Quand nous
11 arrivions en ville, si nous voulions tirer sur les gens, nous
12 pouvions le faire. Nous savions que nous ne serions pas punis car
13 ces gens étaient nos ennemis." Fin de citation.

14 Kung Kim a également raconté ici que les forces du PCK décidaient
15 que certaines personnes étaient des ennemies une fois qu'elles
16 avaient été tuées. Je cite:

17 "Beaucoup d'habitants ordinaires ont aussi été tués. Les
18 combattants n'avaient plus guère de respect pour la vie. Ils
19 pouvaient tirer sur quiconque à leur guise, sauf sur leurs
20 propres compagnons. Et, en cas d'exécution de gens ordinaires, il
21 n'y avait pas de sanction à la clé. Une fois tués, ces gens
22 étaient décrétés ennemis."

23 [15.15.10]

24 J'ai déjà fait référence au décès des plus vulnérables au cours
25 de l'évacuation. De nombreux témoins oculaires ont confirmé ici

1 que, durant ce transfert, les plus vulnérables sont morts de
2 faim: nourrissons, enfants, personnes âgées, handicapés, malades,
3 femmes enceintes.

4 Pe Chuy Chip Se a dit ce qui suit - je cite:

5 "Le long des routes, les gens sont morts de différentes causes:
6 premièrement, ils étaient affamés; deuxièmement, ils étaient
7 malades et privés de médicaments ou encore il n'y avait personne
8 pour s'occuper d'eux. Il y avait, par exemple, les enfants, les
9 petits enfants qui n'avaient pas de lait maternel; ils sont morts
10 de faim. C'était effroyable. Il m'est impossible de décrire tout
11 cela." Fin de citation.

12 Le docteur Vann Hay décrit, dans un témoignage repris dans un
13 rapport du gouvernement britannique, qu'au cours de la marche
14 pour quitter Phnom Penh il a vu le corps d'un enfant environ tous
15 les 200 mètres.

16 Bay Sophany a vu la route jonchée "de cadavres, les cadavres de
17 soldats de Lon Nol, les cadavres de personnes âgées ou encore
18 d'enfants et de femmes enceintes".

19 [15.17.06]

20 Pin Yathay, à qui j'ai déjà fait allusion, a déposé en disant
21 ceci - je cite:

22 "Plus nous nous éloignons de la capitale, plus l'épuisement
23 faisait des victimes parmi les malades, les blessés, les boiteux
24 et les personnes âgées. De plus en plus souvent, nous voyions des
25 cadavres au bord de la route, jusqu'à ce que ce spectacle cesse

1 de nous choquer." Fin de citation.

2 Beaucoup d'évacués ont aussi été exécutés en arrivant à la
3 campagne, à leur destination, ou ont succombé aux conditions de
4 voyage pénibles, lesquelles étaient aggravées par les conditions
5 inhumaines qui leur étaient imposées à leur arrivée.

6 Aun Phally a dit dans son témoignage que son oncle avait été
7 envoyé étudier dans les 10 jours qui ont suivi son arrivée et
8 qu'on ne l'a plus jamais revu.

9 [15.18.22]

10 Selon nous, il y a un fait qui est établi au-delà de tout doute
11 raisonnable: chaque décès, parmi ceux intervenus à grande
12 envergure, était une conséquence directe et inévitable de la
13 décision du Centre du Parti d'évacuer les villes et de débusquer
14 et éliminer les ennemis durant les évacuations et immédiatement
15 après. Les preuves attestant des actes commis par les accusés
16 avant, pendant et après ces événements démontrent que ces décès
17 étaient leur intention et que les accusés savaient que ces décès
18 interviendraient.

19 À présent, j'aimerais aborder le deuxième transfert forcé.

20 Au cours de ce procès, nous avons tous parlé de premier transfert
21 forcé et de deuxième transfert forcé. Ceci peut donner
22 l'impression qu'il n'y a jamais eu que deux cas de transfert
23 forcé mis en œuvre par le PCK. En vérité, la politique de
24 transfert forcé du PCK était une politique constante. Les
25 populations contrôlées par le PCK étaient déplacées de façon

106

1 systématique à compter du début des années soixante-dix. Même en
2 1975, les populations ont systématiquement été déplacées durant
3 les mois qui ont suivi la victoire. Par conséquent, ce deuxième
4 transfert forcé était le prolongement d'une série d'actes
5 criminels.

6 [15.20.44]

7 Les membres du Peuple nouveau, qui étaient déjà les victimes de
8 crimes perpétrés par les dirigeants du PCK le 17 avril 75 et
9 après, ont à nouveau été les victimes d'une discrimination
10 systématique et de mauvais traitements systématiques. Ils avaient
11 déjà eu à souffrir de l'exploitation sous la forme d'un travail
12 forcé dans des conditions inhumaines. Ils avaient déjà souffert
13 après avoir été réduits en esclavage. Beaucoup d'entre eux
14 avaient également été exécutés au cours d'exécutions
15 extrajudiciaires qui se sont produites de manière récurrente,
16 dans tout le pays. Des milliers d'entre eux étaient déjà morts de
17 surmenage, de faim, de maladie. En tant que groupe, ils avaient
18 été réprimés, punis et soumis au joug des Khmers rouges. Le
19 Peuple nouveau ne constituait qu'une ressource appelée à être
20 mise au service des desseins criminels de Khieu Samphan, de Nuon
21 Chea et du Parti. Ce n'était pas des êtres humains faits de
22 chair, c'était des unités de production à exploiter
23 systématiquement.

24 [15.22.41]

25 Le professeur Chandler a déposé comme ceci:

1 "Ces gens n'étaient pas considérés comme ayant une valeur
2 quelconque en tant qu'êtres humains. Ces gens n'étaient pas
3 respectés par les vainqueurs car c'était des gens qui avaient
4 décidé de ne pas rejoindre leurs rangs."
5 Pin Yathay, qui est venu déposer ici, a écrit un livre sur son
6 expérience, livre intitulé "Tu vivras, mon fils". Il faisait
7 partie du Peuple nouveau. Je reviendrai sur son cas précis car il
8 s'agit d'un témoin important. Il a été victime d'un transfert
9 forcé, de Samar Leav vers une forêt de Veal Vong, en septembre
10 75. Il décrit le deuxième transfert forcé comme n'étant "rien
11 d'autre qu'une étape en plus dans la destruction du Peuple
12 nouveau que nous constituions".
13 Par conséquent, le Centre du Parti, dont Nuon Chea et Khieu
14 Samphan, avait déjà mis en place un système organisé de mauvais
15 traitements.
16 La décision de déplacer à nouveau le Peuple nouveau n'était pas
17 justifiée du point de vue humanitaire ou économique. Le deuxième
18 transfert forcé visait à perpétuer les crimes antérieurs. Il n'a
19 pas mis fin aux souffrances. Au contraire, il a amplifié et
20 élargi ces souffrances.
21 [15.24.36]
22 Les actes criminels ont été perpétrés à grande échelle. En
23 imposant par la force la ligne du Parti consistant à réaliser un
24 rendement de 3 tonnes de riz par hectare ou davantage, le Centre
25 du Parti s'est montré implacable, déterminé à atteindre ledit

1 objectif coûte que coûte. Khieu Samphan, Nuon Chea et les autres
2 membres du Centre du Parti ont ordonné aux membres ordinaires de
3 mettre en œuvre à tout prix le plan d'édification du pays, lequel
4 allait de pair avec la défense du pays.

5 Le PCK était passé maître dans l'art d'employer un langage
6 permettant de dissimuler ses intentions et ses motivations
7 réelles. "Édifier le pays" ne voulait pas dire renforcer une
8 main-d'œuvre volontaire et rémunérée, ni améliorer ses conditions
9 de vie, ni encore attirer des investissements et tenter de vendre
10 la production sur les marchés régionaux. Cela ne voulait pas non
11 plus dire renforcer la solidarité sociale, renforcer le sentiment
12 de communauté ou encore enrichir la vie matérielle et spirituelle
13 de la Nation. Non, cela était synonyme de réduction en esclavage,
14 de travail forcé et de mort. Le Centre du Parti parlait d'initier
15 une étape de révolution socialiste comme s'il s'agissait là d'un
16 programme égalitaire visant à atténuer les souffrances.

17 [15.26.54]

18 La défense de Khieu Samphan prétend que le deuxième transfert
19 forcé était un programme économique visant à faire face à une
20 crise alimentaire. Tel n'était pas le cas, tout comme la nouvelle
21 révolution démocratique mise en place par le Centre du Parti
22 avant son arrivée au pouvoir n'était pas une question de
23 démocratie, mais bien une question de coercition, de mort et
24 d'asservissement. Il faut examiner la réalité de ce qui s'est
25 passé, de ce que les victimes ont vécu, et non pas la rhétorique

1 malhonnête utilisée par le Centre du Parti pour dissimuler sa
2 véritable mission.

3 Au même titre, le plan du Centre du Parti consistant à défendre
4 le pays est devenu une justification extrêmement vaste de
5 l'exécution de milliers de victimes innocentes tuées de par les
6 liens qu'on leur prêtait.

7 Le deuxième transfert forcé a été le fruit d'une série de
8 réunions. La ligne du Parti consistant à construire le pays est
9 devenue une priorité après la prise de pouvoir. Au cours de ses
10 réunions, le Centre du Parti expliquait cette politique et
11 ordonnait qu'elle soit suivie et mise en œuvre à l'échelle du
12 pays.

13 Les deuxièmes transferts forcés ont commencé très peu de temps
14 après la visite effectuée par le Comité permanent dans la zone
15 Nord-Ouest, en août 75.

16 [15.28.51]

17 Les documents du PCK portaient d'abord sur les quotas de
18 production de riz, et, ensuite, les dirigeants du PCK ordonnaient
19 le début des déplacements.

20 L'objectif d'un accroissement extrêmement rapide de la production
21 ne constituait nullement un point mineur parmi leurs objectifs
22 collectifs. Au même titre que l'exécution des ennemis, il
23 s'agissait là d'un objectif essentiel.

24 Ces réunions ainsi que la visite effectuée par le Comité
25 permanent revêtent une grande importance car elles montrent que

110

1 les dirigeants du Parti ont planifié, arrêté et exécuté leur plan
2 criminel. Ces réunions et cette visite montrent que les deux
3 accusés étaient des participants actifs et qu'ils savaient ce qui
4 se passait. Cela, mon collègue William Smith le prouvera plus
5 avant lorsqu'il prendra la parole.

6 Tout d'abord, il ne... s'agit simplement d'une affirmation. La
7 défense de Nuon Chea a déclaré que Nuon Chea maintient que la
8 décision de mettre en œuvre le deuxième déplacement de
9 population... prise par les chefs de zone, et non pas par le Centre
10 du Parti. Mais, là, il ne s'agit que d'une affirmation appuyée
11 par aucune preuve présentée par Nuon Chea. Bien sûr, il aurait pu
12 continuer à témoigner et expliquer sa position, mais il a choisi
13 de ne pas le faire.

14 [15.31.02]

15 Nous vous demandons donc, lorsque vous examinerez les preuves du
16 deuxième transfert de population, de ne pas tenir compte des
17 affirmations non étayées présentées sur papier à la dernière
18 minute. Lorsque vous examinerez les preuves, vous serez
19 convaincus que ce plan découlait du Centre du Parti et était mis
20 en œuvre par le Centre du Parti à travers une hiérarchie
21 disciplinée et centralisée, et non pas par un comportement errant
22 et isolé des chefs de zone.

23 Au mois de mai 1975, le Comité central s'est réuni pendant 10
24 jours à la pagode d'Argent afin de débattre de la situation après
25 la libération et planifier les moyens d'atteindre le prochain

111

1 objectif du Parti, à savoir la révolution socialiste.

2 Cette réunion a été présidée par Pol Pot et Nuon Chea. Pol Pot a
3 présenté les documents du Parti, et Nuon Chea a animé les débats.

4 Khieu Samphan et Ieng Sary ont participé à cette réunion. Des
5 représentants de toutes les zones étaient présents.

6 Le Comité central a parlé de l'évacuation de Phnom Penh,
7 l'édification et la défense du pays, l'édification des
8 coopératives progressistes et l'accélération du processus de
9 construction de barrages et de canaux.

10 [15.32.41]

11 Lors de ce procès, Khieu Samphan a témoigné en disant que
12 l'objectif principal de la réunion de mai 1975 était la
13 reconstruction urgente du pays grâce à la révolution socialiste
14 et la reconstruction, ce qui voulait dire que toutes les terres
15 devaient entrer dans les coopératives. Le Comité central a décidé
16 que le pays devait être édifié et que le socialisme devait être
17 développé le plus rapidement possible. Il ne s'agissait pas de
18 développer l'agriculture par libre choix. Il ne s'agissait pas
19 non plus de mobiliser une main-d'œuvre volontaire, dynamique,
20 bien nourrie, pour réaliser ce changement social. C'était
21 basique, brutal et criminel. Il s'agissait de développer
22 l'agriculture à travers des transferts forcés, des sévices, la
23 réduction en esclavage et la mort.

24 Une fois que le Comité central avait décidé de ce plan, il a
25 fallu le communiquer aux représentants, et ce, jusqu'au niveau

1 des districts, ceux qui devaient faire en sorte que ce plan soit
2 appliqué.
3 [15.34.15]
4 Ainsi, entre le 20 et le 25 mai 1975, les dirigeants du PCK ont
5 organisé une grande conférence à Phnom Penh. Participant à cette
6 conférence, il y avait les secrétaires de tous les districts,
7 secteurs et zones ainsi que les représentants de l'ensemble des
8 unités militaires. Cette conférence revêtait une grande
9 importance. Elle a duré cinq jours, avec la participation de
10 nombreux dirigeants de tous les niveaux du PCK et de tout le
11 pays. C'est à cette réunion que le Centre du Parti allait
12 ordonner la mise en œuvre de sa ligne pour la période
13 post-victoire.
14 Pol Pot et Nuon Chea se sont adressés à la conférence en donnant
15 des instructions aux cadres du PCK sur les lignes et politiques
16 du Parti à mettre en œuvre dans le pays.
17 L'un des cadres du PCK présents à cette conférence était le
18 témoin Sao Sarun, à l'époque secrétaire de district à Mondolkiri.
19 Il a indiqué que, parmi les thèmes abordés par Pol Pot et Nuon
20 Chea lors de cette réunion, il y avait l'organisation des
21 coopératives, l'interdiction de l'argent, la fermeture des
22 marchés et des monastères. On a donné des instructions
23 spécifiques aux cadres du PCK d'organiser des coopératives dans
24 leurs régions, rassemblant 30 à 40 familles par coopérative. On
25 leur a également annoncé que le Centre du Parti décrétait

1 l'élimination de toute propriété privée. Pol Pot a également
2 parlé de chasser tous les "Yuon" du Cambodge.
3 [15.36.38]
4 En août 1975, le Comité permanent du PCK s'est déplacé dans la
5 zone Nord-Ouest pendant cinq jours. Le compte rendu de cette
6 visite prouve que les dirigeants du Parti recevaient des rapports
7 sur la situation de la population, la situation concernant
8 l'ennemi, activités à la frontière et activités intérieures, la
9 situation militaire, l'état des plantations de riz et les
10 diverses industries. Ce document montre comment les dirigeants du
11 Parti surveillaient la mise en œuvre de leur politique
12 d'élimination des ennemis. Ce compte rendu précise - je cite:
13 "Parmi nous, il reste aussi ceux qui n'ont pas encore été purgés.
14 Ils ont utilisé ces gens-là pour aider les habitants à s'enfuir.
15 Nous les avons arrêtés les uns après les autres et nous sommes en
16 train de continuer à les identifier." Fin de citation.
17 Lors de cette visite, le Comité permanent a su que le Peuple
18 nouveau, dans la zone Nord-Ouest, subissait des pénuries,
19 pénuries de nourriture et de médicaments. C'est un point
20 important. Là, dans son propre rapport, le Comité permanent
21 confirme la pénurie de nourriture dans la zone Nord-Ouest. La
22 Défense prétend que les dirigeants du PCK ont été induits en
23 erreur par leurs subalternes dans les coopératives concernant la
24 véritable situation sur le terrain, mais ce document prouve le
25 contraire.

114

1 [15.38.49]

2 Il prouve également que le Centre du Parti savait pertinemment
3 que la région vers laquelle il envisageait de transférer un
4 demi-million de personnes souffrait déjà de pénurie de
5 nourriture. Le rapport démontre que, alors que le Peuple nouveau
6 du Nord-Ouest souffrait, le Peuple de base était comparativement
7 mieux placé. Pour eux, ils ne souffraient pas encore de pénuries
8 parce que le Centre du Parti avait ordonné qu'on envoie au Peuple
9 de base du butin de guerre provenant des villes où habitait
10 auparavant le Peuple nouveau.

11 Suite à sa visite dans la zone du Nord-Ouest, le Comité permanent
12 a pris un certain nombre de décisions et donné certaines
13 instructions. La décision la plus importante était de déplacer un
14 grand nombre de personnes faisant partie du Peuple nouveau vers
15 le Nord et le Nord-Ouest. Je cite:

16 "La main-d'œuvre doit être attribuée là où il y a des terrains
17 disponibles pour planter et diversifier les cultures tout en
18 défendant le pays. Par ailleurs, il faut de la main-d'œuvre là où
19 il y a une capacité supplémentaire de travail."

20 [15.40.36]

21 Les dirigeants du PCK ont décidé qu'il fallait augmenter la
22 main-d'œuvre dans cette région. Je cite: "Trois à quatre cent
23 mille sera insuffisant. Actuellement, un million de personnes
24 n'arrivent à travailler qu'à 50 pour cent. Il est impératif de
25 rajouter 400000 à 500000 supplémentaire."

115

1 Dans ce document, le Centre du Parti souligne encore une fois son
2 plan de continuer à persécuter le Peuple nouveau afin de les
3 punir pour... du fait d'abriter ces supposés mauvais éléments. Les
4 propos du Comité sont sans équivoque et font froid dans le dos.

5 Je cite:

6 "La fonction des coopératives, depuis la libération totale, est
7 d'absorber tout le Peuple nouveau parti des villes, surtout de
8 Phnom Penh et du Nord-Ouest, Battambang. À chaque fois,
9 d'horribles éléments se retrouvent parmi les centaines de
10 milliers du Peuple nouveau de Battambang, mais les coopératives
11 les ont entièrement absorbés. Chez le Peuple de base, ça va bien,
12 mais soyez vigilants face aux mauvais éléments parmi le Peuple
13 nouveau qui profitent, car ces méprisables personnes ne
14 resteraient pas avec nous même si nous leur donnions
15 suffisamment."

16 [15.42.09]

17 Mesdames et Messieurs les juges, ceci prouve la détermination des
18 dirigeants du Parti à déplacer 400000 à 500000 personnes. La
19 défense de Nuon Chea prétend que ce passage ne témoigne que d'un
20 vague désir, mais, comme vous avez pu le constater pendant ce
21 procès, le Comité permanent ne s'intéressait pas aux expressions
22 de théorie. Lorsque le Comité permanent ou le Centre du Parti
23 ordonne une mesure comme étant impérative, cette mesure est mise
24 en œuvre à travers les structures du Parti.

25 Bien évidemment, les meilleures preuves de cela, pour ce qui est

116

1 du second transfert de population, c'est l'événement lui-même:
2 ils ont bien ordonné ce transfert, et ce transfert a eu lieu.
3 En septembre 1975, les dirigeants du PCK ont diffusé un document
4 de politiques qui abordait la mise en œuvre de la ligne agricole
5 du Parti pour développer l'agriculture par un grand bond,
6 jusqu'au maximum, conformément aux instructions du Parti. Le
7 document évalue la situation pendant les quatre, cinq derniers
8 mois, depuis la diffusion de cette ligne en mai 1975.

9 [15.43.57]

10 Le document insiste sur l'importance de construire des barrages,
11 des digues pour les rizières et des canaux, notant que les
12 barrages peuvent être construits par de grands groupes et à la
13 main. Il a pour effet de ratifier la décision du Comité permanent
14 de déplacer un demi-million de personnes vers les zones Nord et
15 Nord-Ouest. Dans ce document, le Centre du Parti parle d'un quota
16 de rendement de riz de 3 tonnes par hectare et le besoin
17 d'exporter du riz pour lever des fonds.

18 Le document de septembre 1975 prouve que les dirigeants du Parti
19 avaient connaissance des pénuries dans tous les aspects de la
20 vie, dont pénuries de vivre permettant de produire la nourriture,
21 pénuries des médicaments, induisant des maladies, des douleurs,
22 la malnutrition et le paludisme. Le document reconnaît également
23 que ceux qui souffraient des pénuries les plus importantes
24 étaient les évacués de Phnom Penh et des environs.

25 Par ailleurs, il démontre que les dirigeants savaient que la

117

1 population travaillait 15 heures par jour, faute de machines
2 adéquates, qui, et le document le confirme, a eu un impact sur la
3 santé de la population.

4 [15.45.45]

5 Mesdames et Messieurs les juges, pour nous, le compte rendu de la
6 réunion du Comité permanent d'août 1975 et le document de
7 politiques de septembre 1975 doivent être lus ensemble. Ces deux
8 documents confirment des décisions importantes. Ils reconnaissent
9 tous les deux la gravité des pénuries dont souffrait le Peuple
10 nouveau. Ils démontrent que les dirigeants étaient entièrement au
11 courant de ces conditions. Ils démontrent également que c'était
12 la direction centrale du PCK qui avait décidé de lancer le second
13 mouvement de population.

14 D'après le document de septembre - je cite:

15 "Dans la zone Nord-ouest, il y a nécessité d'ajouter 500000
16 personnes encore dans la main-d'œuvre. À Preah Vihear, il faut
17 demander 50000 personnes dans l'immédiat, à court terme, pour
18 l'instant. À Preah Vihear, on a la possibilité de résoudre le
19 problème des vivres. À Preah Vihear, il y a 70000 personnes du
20 Peuple ancien. On le fera au fur et à mesure, en commençant par
21 20000, pour l'instant. Dans la zone Nord, on a besoin de la
22 population pour fournir la province de Kampong Thom. Dans la zone
23 Est, on a besoin de forces aussi pour fournir aux régions qui
24 sont peu peuplées. Par conséquent, chaque zone doit s'organiser
25 de façon conforme, de manière à éviter un déséquilibre. Il faut

118

1 s'organiser pour que ceux qui restent de la hiérarchie soient
2 convoyés et distribués aux autres endroits."

3 [15.47.28]

4 Mesdames et Messieurs les juges, cet extrait fait précisément
5 référence à la zone Nord et la zone Est, qui doivent se préparer
6 à l'arrivée et à l'envoi de personnes.

7 Par la suite, j'aborderai un télégramme envoyé en novembre 1975,
8 qui touche aux difficultés que ces zone avaient pour transférer
9 autant de personnes et qui illustre que ces deux zones étaient
10 bien sous la direction du Centre du Parti.

11 Des éléments de preuve de l'époque confirment la décision du
12 Centre du Parti d'augmenter la production par le biais des
13 travaux forcés. Ces décisions sont étroitement liées à la
14 décision de lancer le second transfert de population.

15 Le numéro de l'"Étendard révolutionnaire" d'octobre-novembre 1975
16 confirme que le quota de riz de 3 tonnes/hectare a été approuvé,
17 et ce, au niveau national, lors... [l'interprète se reprend:] a été
18 approuvé lors du congrès économique national, début novembre 75.

19 Le langage employé confirme que le Centre du Parti ordonnait que
20 cette ligne du Parti soit une priorité absolue, en déclarant que
21 les 3 tonnes par hectare étaient une décision qui s'appliquait à
22 tout le Parti, à toute la population et toute l'armée
23 révolutionnaire.

24 [15.49.20]

25 Les preuves démontrent clairement que ces décisions et ces ordres

119

1 ont été transmis à travers les structures organisées d'autorité
2 du PCK, jusqu'aux échelons les plus bas. Ceci est corroboré par
3 les victimes, qui ont raconté ce que les cadres des Khmers rouges
4 leur ont dit. Et vous constaterez que ces raisons reflètent
5 exactement les ordres provenant du Centre du Parti.

6 Dans la province de Kandal, dans la zone Sud-Ouest, la partie
7 civile TCCP-45 s'est vue expliquer par les Khmers rouges que - je
8 cite: "Ils nous ont déplacés vers la province de Battambang,
9 puisque les terres étaient plus fertiles et il y avait plus de
10 terres à cultiver." Fin de citation.

11 La province de Svay Rieng, dans la zone Est: un villageois qui a
12 été auditionné par les CETC, dans le document E3/5258, a dit
13 qu'un cadre khmer rouge lui a dit, lors d'une réunion de village,
14 que le Peuple nouveau... non, une réunion du village pour le Peuple
15 nouveau, que, conformément à la ligne sur le grand bond en avant,
16 les frères et sœurs du Peuple nouveau devaient aller vivre à
17 Pursat.

18 [15.51.06]

19 À la lumière de ces éléments de preuve, Nuon Chea ne peut se
20 permettre d'affirmer, dans son mémoire écrit, que l'ordre de
21 transfert forcé de la population ne provenait pas du Centre du
22 Parti. Certes, les zones étaient impliquées mais n'agissaient pas
23 de façon indépendante. Ils mettaient en œuvre les plans, les
24 politiques et les décisions du Centre.

25 Dans leur mémoire de clôture, la défense de Khieu Samphan affirme

120

1 que le déplacement forcé de la population vers une région
2 apparemment fertile démontre qu'il y avait bien une raison
3 économique qui justifiait ce déplacement. Ils disent que c'était
4 un effort de remédier aux pénuries de nourriture, même si cet
5 effort a échoué.

6 Encore une fois, comme son camarade Nuon Chea, Khieu Samphan
7 n'offre pas la moindre preuve pour appuyer ces affirmations et,
8 par ailleurs, il l'affirme après la fin des débats, débats
9 pendant lesquels il a refusé de témoigner, et donc ne pourra plus
10 être questionné par les juges, l'Accusation ou d'autres avocats.
11 De toute façon, les affirmations de Khieu Samphan passent à côté
12 du point important. Peu importent les raisons fausses invoquées
13 par les dirigeants du PCK pour justifier le transfert, les
14 preuves démontrent qu'il s'agissait d'une entreprise entièrement
15 criminelle, criminelle car mise en œuvre par la perpétration de
16 crimes, persécution du Peuple nouveau, réduction en esclavage,
17 emprisonnements, meurtres et un traitement entièrement inhumain.
18 En d'autres termes, c'était la continuation du plan criminel
19 commun.

20 [15.53.13]

21 La direction du PCK savait que déplacer autant de personnes en si
22 peu de temps vers la zone Nord-Ouest ne ferait qu'exacerber la
23 crise alimentaire et qu'il y aurait inévitablement des morts. Il
24 n'y avait tout simplement pas assez de nourriture pour nourrir un
25 demi-million de personnes qui devaient être transférées souvent

121

1 dans la jungle isolée. Le Peuple nouveau n'avait pas la
2 compétence, l'expérience ou les outils pour l'agriculture.
3 Comment pouvait-on s'attendre à ce qu'ils survivent? Eh bien,
4 Mesdames et Messieurs les juges, ils n'ont pas survécu.
5 Lors d'une interview enregistrée en 1980, Ieng Thirith a admis
6 avoir visité la zone Nord-Ouest dans la deuxième... le deuxième
7 trimestre de 1976. Elle y a constaté des conditions inhumaines là
8 où on avait déplacé des... et installé des centaines de milliers de
9 personnes. Elle a dit - je cite:
10 "À Battambang, j'ai vu quelque chose de très clair, que tous les
11 gens étaient contraints d'aller dans les rizières, très loin du
12 village. Ils n'avaient pas de logement. Ils étaient tous malades.
13 J'ai vu tout le monde dans les rizières, en plein air, sans rien.
14 Le soleil était très chaud. J'ai vu beaucoup de malades qui
15 souffraient de diarrhée et de paludisme." Fin de cette situation.
16 [15.55.18]
17 Pour bien comprendre les faits, il est important de savoir que
18 cette visite a eu lieu plusieurs mois après le début du transfert
19 forcé. Et pourtant, les gens n'avaient toujours pas d'abris et
20 souffraient. Ils souffraient parce que c'était des esclaves dont
21 on pouvait se passer du début à la fin.
22 Vous n'avez entendu aucune preuve montrant que le Centre ait fait
23 quoi que ce soit pour améliorer les conditions des évacués ou
24 soulager leurs souffrances.
25 Les ordres stricts du Centre du Parti ont été mis en application,

122

1 et le deuxième transfert de population a démarré en septembre
2 1975. Les preuves démontrent que les crimes inévitables rentrant
3 dans le cadre de ce plan avaient bien commencé en novembre 1975.
4 Monsieur le Président, je vois que nous nous approchons des 4
5 heures. Souhaitez-vous que je poursuive ou que je m'arrête? Il me
6 faudrait encore une demi-heure.

7 [15.56.55]

8 M. LE PRÉSIDENT:

9 Puisque l'Accusation dispose d'encore deux journées, nous pouvons
10 nous arrêter là et reprendre demain matin. Il est donc l'heure de
11 lever l'audience pour aujourd'hui. Nous reprendrons demain, le 18
12 octobre 2013, à 9 heures du matin.

13 Les parties et les membres du public sont informés que, demain,
14 l'Accusation aura la parole pour la suite de son réquisitoire.
15 Gardes de sécurité, veuillez raccompagner Khieu Samphan et Nuon
16 Chea au centre de détention et reconduire les accusés demain,
17 avant 9 heures, afin qu'ils puissent participer aux débats. Khieu
18 Samphan sera conduit au prétoire, et M. Nuon Chea, dans sa
19 cellule de détention temporaire, au sous-sol, où il peut suivre
20 la procédure par des moyens audiovisuels.

21 L'audience est levée.

22 (Levée de l'audience: 15h58)

23

24

25